

Les employés du port rentrent au travail

par Evelyn DUMAS-GAGNON

Les mille employés du port de Montréal retournent au travail aujourd'hui, après huit semaines de grève. Réunis hier en assemblée syndicale, ils ont accepté dans une proportion de 95 pour cent les dernières offres du Conseil des ports, offertes qui prévoient notamment:

- une augmentation de salaire de 50 cents l'heure dont 30 cents rétroactif au 1er janvier 1965; 5 cents au 9 août et 15 cents au premier janvier 1966;
- l'arbitrage exécutoire des demandes syndicales en ce qui regarde les taux de salaires des diverses classifications d'emploi;
- le retrait de toutes les poursuites judiciaires que le Port a intentées durant le conflit contre des grévistes, les dirigeants du syndicat et la CSN;
- une formule de règlement du problème de l'ancienneté chez la centaine d'employés des silos numéros trois et quatre qui ont déclenché la

grève sur le tas le 13 juin — formule en tous points conforme à ce que réclamaient lors le syndicat — et l'annulation des 69 congédiements qui avaient fait suite à cette grève (qui s'est ensuite étendue à l'ensemble des employés).

La réunion d'hier matin, prévue pour neuf heures trente, a commencé avec une heure de retard: les négociateurs syndicaux y sont arrivés directement des bureaux du ministère fédéral du travail où ils discutent avec les représentants patronaux, sans interruption, depuis une heure dimanche après-midi.

Un climat de fête régnait à l'assemblée des grévistes. Malgré la chaleur, ceux-ci écoutèrent patiemment pendant deux heures les explications que leur a fournies en anglais et en français leur chef négociateur, M. Robert Sauvé, ainsi que l'interprétation italienne de ces explications touchant les 14 clauses du contrat réglées en fin de semaine.

Une salve d'applaudissements

accueillit l'annonce de la formule de règlement du problème de l'ancienneté des "pelleteurs de grain". Il en fut de même au chapitre des salaires, bien qu'à ce moment les "bravos" étaient entrecoupés de sifflements d'une section de la salle.

M. Sauvé fit valoir aux grévistes qu'après avoir réclamé une augmentation de 70 cents pour deux ans ils en obtenaient 50 qui, en fait, leur seraient versés sur une période de quatre mois et demi. Le salaire du journalier passera de \$1,73 l'heure à \$2,23 d'ici le premier janvier 1966. Quant aux ajustements des taux de salaire — le syndicat réclamait à ce titre des hausses de 9 à 56 cents l'heure selon les catégories — ils seront soumis au jugement d'un arbitre indépendant dont la décision lèvera les parties.

M. Sauvé ajouta qu'il fallait tenir compte également des avantages sociaux nouveaux qu'obtenaient les employés: Entre autres, le Conseil des ports accepte de défrayer désormais la moitié du coût d'un ré-

gime d'assurance-santé d'un groupe jusqu'à concurrence de \$4 par mois par employé.

Les dirigeants syndicaux se sont dits satisfaits également des clauses touchant les contrats: dans le premier cas, le port pourra continuer à confier à des sous-contracteurs les travaux qu'il faisait exécuter selon ce système dans le passé, mais dans aucun cas de tels contrats à forfait ne pourront entraîner une mise à pied ni une diminution de salaire pour un employé membre du syndicat; quant aux changements technologiques les employés du port obtiennent la même protection qu'à été accordée récemment aux employés de la CTM, c'est-à-dire qu'un employé affecté par de tels changements pourra bénéficier d'une période d'essai d'un mois dans une nouvelle fonction ou son salaire et son ancienneté seront protégés; si les changements touchent plus de 50 pour cent des employés d'une unité

de travail, les employés mis à pied obtiendront une indemnité de licenciement équivalant à deux semaines de salaire par année de service jusqu'à concurrence de 36 semaines.

Enfin, un autre gain syndical important prévoit la création du poste de délégué syndical en chef, qui sera chargé des griefs, ainsi que de la surveillance des conditions de sécurité, d'hygiène et de bien-être. Ce délégué travaillera à plein temps pour le syndicat et sera rémunéré par le Conseil des ports.

A Ottawa, le ministre du travail, M. MacEachen, s'est dit ravi du règlement de la grève. Il avait interrompu ses vacances la semaine dernière pour revenir à Ottawa s'occuper personnellement de ce conflit et le ministre des transports, M. Pickers-kill, ont eu une série de communications téléphoniques avec les dirigeants du port de Montréal en vue de hâter le règlement.



Paul Martin demande que l'ONU s'attaque aux vrais problèmes

OTTAWA — Le ministre des Affaires extérieures du Canada, M. Paul Martin, a demandé hier aux membres des Nations unies de mettre un terme aux querelles qui paralysent les travaux de l'Assemblée générale pour s'occuper des importants problèmes internationaux au cours de la prochaine session. "Il serait insensé de reprendre les positions inflexibles des quelques années précédentes, a-t-il affirmé au cours d'une conférence de presse, faisant allusion à la dispute financière concernant le refus de payer leurs cotisations par des pays membres tels que l'Union soviétique et la France.

Le ministre a déclaré que le Canada craint que la prochaine réunion de l'Assemblée générale, fixée au 21 septembre, ne soit encore la scène de débats sur la même querelle qui a empêché la discussion des problèmes mondiaux lors des deux dernières sessions.

A ce sujet, M. Martin a demandé à l'ambassadeur spécial du Canada à l'ONU, M. Paul Tremblay, d'étudier l'ordre du jour de la session et de voir s'il y a possibilité que l'Assemblée se mette au travail.

Le ministre a fait remarquer qu'au cours des derniers mois, on avait critiqué publiquement M. Tremblay. Il a déclaré qu'il voulait qu'on sache qu'il avait la plus grande confiance en ce dernier comme représentant permanent du Canada à l'ONU.

"Je veux que j'en comprenne bien que je n'ai aucune réserve à ce sujet", a-t-il ajouté. M. Martin a fait savoir que M. Tremblay avait été critiqué par M. Wilson Woodside, président de l'Association des Nations unies du Canada, ainsi que par les journaux The Gazette de Montréal et The Toronto Globe and Mail de Toronto.

Le chef de la diplomatie canadienne a exprimé l'espoir que d'autres pays suivront l'exemple du Canada, de la Grande-Bretagne, du Danemark et de la Finlande qui ont fourni \$18 millions pour aider à compenser le défaut de paiement de certains membres de l'ONU.

M. Martin espère également que "les Etats-Unis se montreront plus flexibles" sur cette question lors de la prochaine assemblée générale. Les Etats-

Unis, appuyés par le Canada, avaient soutenu à la dernière

Voir page 13: Martin

Le Canada ne peut envoyer de troupes au Sud-Vietnam

puisqu'il participe au contrôle de la trêve

OTTAWA — Le ministre des Affaires extérieures, M. Martin, a donné comme raison pour laquelle le Canada ne pouvait expédier de troupes au Vietnam le fait qu'il appartient à la commission internationale de contrôle de la trêve (CIC).

Il annonce par contre que le gouvernement songeait plus tôt à une nouvelle assistance économique au Vietnam.

"Il serait indésirable que le Canada dépêche des effectifs militaires en Asie," a déclaré M. Martin, qui a expliqué que le Canada fait partie de la CIC, que le Canada participe à la force des Nations unies au Moyen-Orient et aux efforts de pacification à Chypre, et qu'il a ses obligations à l'OTAN. Le ministre a ajouté que lorsque la lettre du président Johnson au premier ministre Pearson et la réponse de ce dernier auront été publiées, on verra bien si le Canada a été invité à envoyer des troupes au Vietnam.

Des conflits économiques et ethniques ont conduit à la sécession de Singapour

LONDRES — Le gouvernement britannique a reconnu officiellement l'Etat de Singapour, devenu indépendant après avoir décidé de se retirer de la Malaysia fédération de la grande Malaisie, a annoncé hier soir un communiqué du ministère des relations avec le Commonwealth.

Cette reconnaissance officielle était attendue. En effet, comme on l'estime dans les milieux diplomatiques, la Grande-Bretagne, mise devant le fait accompli, désire maintenir les meilleures relations avec le nouvel Etat, qui abrite la puissante base navale dont dépend l'ensemble du dispositif militaire britannique dans le Sud-Est asiatique. La Grande-Bretagne souhaite s'assurer que rien ne viendra réduire la capacité de ses forces dans cette région où règne un conflit latent entre la Malaysia et l'Indonésie.

D'autre part, on s'inquiète à Londres de l'avenir des relations entre la Malaysia et Singapour, relations qui seraient gravement menacées si le nouvel Etat indépendant établissait des relations avec la Chine populaire ou l'Indonésie.

Le reste maintenant à décider si Singapour demeurera au sein du Commonwealth. On s'attend que la Grande-Bretagne y sera favorable mais, quoi qu'il en soit, la décision doit être prise à l'unanimité des 21 pays membres de la communauté.

La rupture survenue hier matin entre Singapour et Kuala Lumpur marque l'aboutissement de deux ans de querelles entre l'Etat et le gouvernement central, et remonte, en fait, à la période précédant la formation de la Fédération de Malaysia.

Voir page 13: Singapour

Tension chez les postiers

Montréal boycotte le référendum 'national'

par Paul CLICHE

Le président montréalais de l'Association des employés des postes, M. William Houle, a annoncé hier que les postiers de Montréal boycotteront le référendum que la Fraternité des employés des postes du Canada organise à travers le pays.

Ce référendum se terminera le 20 août. Il vise à connaître l'opinion des 19.500 postiers membres de la Fraternité sur le rapport préliminaire du commissaire Anderson. Ce rapport, qui a pour effet principal de porter les augmentations annuelles des postiers de \$300 à une somme variant entre \$310 et \$350, a d'ailleurs été accepté par le gouvernement fédéral mercredi dernier.

Le secrétariat de la Fraternité a commencé à expédier hier les bulletins de vote aux divers centres postaux du pays. Ils devront revenir à Ottawa avant minuit le 20 août. Le bulletin pose deux questions: 1) Acceptez-vous les recommandations du juge Anderson? 2) Etes-vous en faveur ou contre la grève?

M. Houle a dit que les bulletins destinés aux 4.100 postiers montréalais seront retournés immaculés au secrétariat de la Fraternité dès leur arrivée à Montréal.

Ce n'est plus le temps de prendre un vote de grève... on n'est pas pour se laisser conduire par des gens qui nous ont laissé tomber, a déclaré en substance le président montréalais des employés des postes.

M. Houle a aussi qualifié de "temporaire" l'entente qui a mis la fin à la grève des postiers montréalais samedi. Dès que la loi accordant aux employés de la fonction publique fédérale le droit de négocier entrera en vigueur, nous reprendrons les négociations en vue de la signature d'une convention collective, a-t-il dit.

M. Houle a dit aussi que le moral des postiers était magnifique. "Les gars sont entrés la tête haute... ça va très bien à cause des nombreuses heures de travail supplémentaire qu'ils devront effectuer d'ici à ce que la situation redevienne normale, ils ne souffriront pas tellement financièrement des effets de la grève".



Près de la base américaine de Da Nang, dans le Centre-Vietnam, un tir de barrage d'artillerie des "marines" a détruit par erreur un hameau. Plusieurs civils ont été tués ou blessés. La photo montre une jeune fille grièvement blessée par un éclat d'obus.

(Photo UPI)

Johnson: nous résisterons tant que l'agression se poursuivra

WASHINGTON. — Le président Johnson a réitéré hier sa volonté de résister à l'agression au Vietnam jusqu'à ce que le camp communiste se montre disposé à négocier, en affirmant que la situation était dans l'ensemble "bien équilibrée" et dans un certain nombre de cas "meilleure que nous ne l'aurions espéré".

M. Johnson a répété avec force les termes exacts de la réponse qu'il avait faite la semaine dernière au ministre des Affaires étrangères du Ghana, M. Alex Quaison-Sackey.

"Nous sommes là-bas pour de bon. Nous ferons tout ce qu'il faut pour résister à l'agression. A l'instant même où cette agression cessera, la résistance militaire cessera" également.

Affirmant qu'il n'y avait pas de "sécession substantielle au sein du pays ou du congrès", à propos de sa politique vietnamienne, M. Johnson a insisté sur le fait qu'il bénéficie d'un mandat absolu du Congrès en vertu de la résolution adoptée au mois d'août dernier par les deux Chambres réunies au moment de l'affaire du golfe du Tonkin.

Le président a rappelé que cette résolution lui donnait pleins pouvoirs pour prendre toute mesure nécessaire pour repousser l'agression au Vietnam. Il a également rappelé que le Congrès s'était réservé le droit, dans le texte qu'il avait adopté, de mettre fin à tout moment aux pouvoirs spéciaux conférés au président.

M. Johnson a néanmoins révélé que les perspectives de nouvelles initiatives en faveur d'un règlement négocié du problème seraient largement évoquées au cours des prochaines conférences à la Maison-Blanche.

De son côté, M. Dean Rusk a déclaré que les Américains sont prêts à soutenir la guerre au Vietnam pendant cinq, dix ou vingt ans, jusqu'à ce que le Nord-Vietnam réalise qu'il ne peut gagner et qu'il n'y a pas

d'autres solutions que la négociation.

Par ailleurs, le département d'Etat a démenti les informations de presse selon lesquelles le Nord-Vietnam aurait cherché à entrer en négociations avec les Etats-Unis l'autonomie dernière en vue de trouver une solution à la crise vietnamienne.

Selon ces informations dont un grand journal de New York s'est fait l'écho, l'initiative d'Hanoi aurait été prise au moment de la campagne électorale par le truchement d'un diplomate asiatique non-communiste qui aurait proposé qu'une rencontre ait lieu à Rangon.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Robert McCloskey, a souligné à sa conférence de presse quotidienne que la position des Etats-Unis concernant les perspectives d'un règlement pacifique de la guerre a été fréquemment exposée par le président des Etats-Unis lui-même, notamment le 7 avril et le 28 juillet derniers ainsi que par plusieurs hauts fonctionnaires de l'administration.

"En ce qui concerne les informations se rapportant à des initiatives de paix à l'autonomie dernière, a déclaré M. McCloskey, nous n'en connaissons aucune qui puisse être considérée comme une tentative de règlement pacifique du problème vietnamien." Le porte-parole a rappelé que plusieurs sondages ont eu lieu, mais qu'aucun de ceux-ci n'a été concluant.

Au Vietnam

SAIGON. — Les troupes gouvernementales du Sud-Vietnam, en route pour secourir le

Un incendie dans une base de fusées-H aurait fait 48 morts

SEARCY — Les autorités de l'aviation américaine à Little Rock, dans l'Arkansas, ont confirmé hier soir que 48 travailleurs civils manquant à l'appel par suite d'un incendie qui a pris naissance à cinq heures hier après-midi dans le silo d'une fusée atomique Titan II.

L'aviation affirme qu'il n'existe aucun danger de déflagration nucléaire, la tête atomique de l'engin n'étant amorcée qu'après la mise à feu. Mais la fusée était en position de départ.

De Washington, le président Johnson a donné ordre de tout tenter pour sauver la vie des travailleurs emprisonnés dans la fosse.

Deux survivants ont été transportés à l'hôpital. Un troisième, peintre, a raconté que ses camarades s'affairaient dans le silo lorsque l'explosion d'un ergin diesel provoqua l'incendie.

La chaleur et la fumée étaient encore si intenses trois heures après le début de la déflagration que des sapeurs revêtus de costumes ignifuges durent se contenter d'empêcher les flammes de se propager. Ils n'ont pu pénétrer dans le silo et porter secours aux misérables. On ne sait si les fusées du missile lui-même ont pris feu. L'engin mesure 108 pieds de hauteur.

On estime que 51 travailleurs s'affairaient à la réfection du silo lorsque l'incendie éclata. L'équipage assigné à la surveillance et, s'il y a lieu, au lancement de la fusée est composé habituellement de deux officiers et deux hommes. Ils habitent une redoute souterraine et trois lourdes portes de métal les séparent du silo lui-même. Hier soir, on cherchait toujours à établir contact avec eux.

Le missile Titan II a une portée de 6.000 milles et atteint une vitesse de 18.000 à l'heure. Le silo qui a brûlé fait partie d'un dispositif de dix-huit rampes souterraines qui circonscrivent le centre de l'Arkansas.

Un porte-parole de la U. S. Air Force a expliqué que la fusée TITAN était sans doute dépourvue de sa tête nucléaire lorsque l'incendie éclata. C'est la procédure habituelle lorsqu'on entreprend des travaux de quelque importance dans les silos.

L'URSS fait campagne pour obtenir l'appui des Canadiens à sa politique au Vietnam

MOSCOU. — L'Union soviétique a lancé une campagne en vue de se concilier l'appui et la sympathie du Canada sur son attitude à l'égard du Vietnam et de discréditer la politique américaine envers ce pays du Sud-Est asiatique.

La récente mission canadienne a pu s'en rendre compte au cours de sa visite de onze jours en Russie.

Les Canadiens, rentrés chez eux en fin de semaine dernière, avaient été priés par le ministère des Affaires extérieures de ne point discuter de la question du Vietnam avec leurs hôtes.

Une des raisons c'est que cinq partis politiques étaient représentés dans la mission et que chacun a ses opinions à ce propos.

Mais les Russes n'ont cessé de revenir à la charge sur ce point et il en est résulté que de fait il fut beaucoup question du Vietnam au cours du dialogue.

Le président des Communes, M. Alan Macnaughton, pendant près d'une heure au sujet de

Moscou désire vraiment un rapprochement avec l'Ouest

OTTAWA — Un député créditiste frais arrivé d'une visite de trois semaines derrière le rideau de fer se dit convaincu du désir de l'Union soviétique d'effectuer un réel rapprochement avec l'Ouest.

"C'est l'impression que m'a le plus frappé", déclare M. H. A. Olson, député de Medicine Hat, Alberta, qui faisait partie de la mission des 17 parlementaires canadiens rentrés dimanche d'un voyage à la Russie et à la Tchécoslovaquie.

"Durant tout le cours de notre visite, dans toutes les classes, on a exercé un considérable effort pour nous vendre l'idée de la coexistence. "Les Russes désirent véritablement quelque rapprochement avec l'Ouest. A mon humble avis, l'on ne saurait douter de leur sincérité sur ce

point." M. Olson a caractérisé son premier voyage au bloc communiste d'expérience fabuleuse dans une interview qu'il accorda lundi. Il discerne deux motifs à ce désir de Moscou de cimenter les relations entre l'Est et l'Ouest.

APPREHENSIONS

"En premier lieu, la Russie nourrit des craintes à l'endroit de la Chine. Ce sentiment se manifeste par exemple par l'absence de tout appui russe à la politique chinoise à l'égard du Vietnam.

"Et l'on semble aussi en général être convaincu tant par les dirigeants russes que dans le peuple de l'absolue futilité d'un conflit militaire à l'ère nucléaire. Ils ont aussi horreur que nous de l'idée d'une guerre nucléaire."

la question des affaires étrangères, particulièrement au sujet du Vietnam.

L'URSS

Leur principal argument était que les Américains n'avaient aucun droit d'intervenir au Vietnam et que leurs bombardements du Nord-Vietnam constituaient un outrage profondément ressenté par le gouvernement soviétique.

M. Macnaughton fit de son mieux, lorsqu'il pouvait glisser un mot, d'exposer la politique du gouvernement canadien favorable à un règlement politique du problème tout en reconnaissant la nécessité de résister à l'agression communiste.

Les Russes évidemment tentaient d'ignorer le gouvernement canadien et de s'adresser directement au peuple canadien par le truchement de ses parlementaires dans le but de tirer profit de ce que les Russes estiment être la vaste opposition des masses canadiennes à l'égard de la politique américaine.

Voir page 13: L'URSS

Grèce: nouvelle victoire de Papandréou sur le roi

ATHENES — C'est par 119 voix contre 26 que les députés de l'Union du centre réunis en conférence qui a duré plus de trois heures, ont décidé hier de refuser leur accord au mandat de former le gouvernement qui avait été remis dimanche par le roi à M. Stephanopoulos.

Des qu'a été connu le résultat du vote des députés de l'Union du centre, la foule, qui était tenue à distance de la salle des délibérations, s'est approchée et est entrée dans un véritable délire. M. Papandréou est apparu au balcon, suivi de MM. Stephanopoulos et Tsirimocou. La foule a crié longtemps: "Vive la démocratie. Vive Papandréou".

"La démocratie vaincra", a notamment déclaré M. Papandréou, s'adressant du balcon du club des libéraux à la foule qui l'acclamait.

"Ayez confiance en moi, a conclu M. Papandréou. Nous retrouverons bientôt côte à côte dans de nouvelles luttes."

La seule solution qui peut être envisagée maintenant pour résoudre la crise est celle d'un gouvernement de large union nationale, estime-t-on dans les milieux politiques après l'échec de M. Stéphane Stephanopoulos.

Toute solution issue du seul parti de l'Union du centre, ajoute-t-on, doit être abandonnée, le veto de M. Georges Papandréou paralysant toute tentative dans ce sens.

La formule d'Union nationale qu'on évoque dans ces milieux

Voir page 13: Grèce

La route, l'eau et la foudre ont fait une cinquantaine de victimes en fin de semaine

Au moins 49 personnes ont perdu la vie de violente façon en fin de semaine au Canada. Dimanche soir, les traditionnels relevés permettaient de supposer que le week-end aurait été moins meurtrier que d'habitude. Il n'en fut rien pourtant et dans la nuit de dimanche à lundi de nombreux noms sont venus s'ajouter à la liste.

Un relevé de la Presse Canadienne de vendredi 18 heures à minuit dimanche soir révèle que 27 personnes sont mortes dans des accidents de la route, 14 se sont noyées, une est morte dans un incendie et deux ont perdu la vie dans des accidents divers.

En Ontario, quatre jeunes de moins de 18 ans ont été tués par la foudre au cours d'une excursion de camping. Un autre jeune homme a été électrocuté en effectuant des réparations à son automobile.

Également en Ontario, cinq personnes ont péri dans des accidents de la route, sept se sont noyées et un homme est mort dans un incendie.

Au Québec, on a enregistré 23 accidents mortels, dont 16 sur les routes. Il y a eu cinq noyades et deux victimes d'accidents divers.

Les province de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba ont enregistré chacune un mort dans des accidents de la circulation. En Colombie-Britannique, deux personnes ont perdu la vie dans des accidents de la route et une autre s'est noyée.

Aucun accident mortel n'a été signalé en Nouvelle-Écosse, en Alberta et en Saskatchewan.

Voici la liste complémentaire des victimes d'accidents au cours du week-end. Nous ne reprenons pas les noms déjà

cités dans notre livraison d'hier.

Jacques Provost, 35 ans, de Ville-Marie, dont la voiture a plongé dans un fossé en bordure d'une route secondaire près de Temiscamingue, 180 milles au nord-ouest d'Ottawa.

Marise Gladu, 12 ans, de Boucherville, frappée par une automobile au cours d'une promenade à bicyclette près de sa demeure, en banlieue de Montréal.

Nick Onuscheck, 17 ans, de Montréal, noyé dans une chute de la rivière Rouge, près de Labelle, 70 milles au nord-ouest de Montréal.

Samedi
Roger Laliberté, 21 ans, de St-Hyacinthe, écrasé sous un tracteur qu'il conduisait près de St-Gregoire, 35 milles au sud-ouest de Montréal.

Jean-Marc Boudreau, 16 ans, de Baie-St-Paul, qui s'est noyé dans le St-Laurent.

Jean-Claude Jeannotte, d'âge inconnu, de Pointe-a-la-Frégate, mort dans un accident de la circulation près de son domicile à 320 milles au nord-ouest de Québec.

Christiane Sauvé, 7 ans, de Montréal, tuée par une automobile à Laprairie, quelques milles au sud de Montréal.

Jean-Guy Picard, 20 ans, de Montréal, qui s'est noyé au bas d'une chute de la rivière Rouge, près de Labelle, 70 milles au nord-ouest de Montréal.

Antoine Boivin, 43 ans, de Chambord, qui s'est noyé, son embarcation ayant chaviré sur le lac St-Jean, près de Roberval, à 140 milles au nord de Québec.

Dimanche
Pauline Simoneau, 60 ans, et Armand Joannisse, 59 ans, de Montréal, de même que Robert Hoffer, 47 ans, d'Argyle, N.Y., tués dans une collision impliquant deux voitures,

près de Pointe-Fortune, 50 milles à l'ouest de Montréal.

Rosaire Simard, 45 ans, de St-Fulgence, son auto est entrée en collision avec un poteau de téléphone près de sa demeure, à 150 milles au nord de Québec.

Fernand Bolduc, âgé de 24 ans, de Durandville, noyé au cours d'une baignade près de St-Michel-de-Bellechasse, à 30 milles au sud-est de Québec.

Mme Alcide Dumont, 57 ans, de Rivière-du-Loup, dans un accident de la route survenu près de cette ville, à 120 milles au nord-est de Québec.

Lucienne Rodier, 30 ans, de St-Constant, dans une collision entre deux voitures près de son domicile, 10 milles au sud de Montréal.

Mme Jackie Allou, 27 ans, de Verdun, tuée en tombant de cheval à Oka, 40 milles au nord-ouest de Montréal.

Richard Lemaire, 13 ans, de Jacques-Cartier, qui se trouvait sur un trottoir dans cette ville de banlieue de Montréal, a été happé par une voiture hors de contrôle.

Normand Trevitt, 13 ans, de Hull, tué par une automobile à Montréal.

CARRIÈRES et PROFESSIONS

ON DEMANDE DES REPRESENTANTS POUR ORGANISME DE FONDS MUTUEL

L'un des plus importants organismes canadiens de fonds mutuel dont l'activité s'étend à tout le Canada, cherche représentants des deux sexes pour la région de Montréal.

La compagnie donne une formation de base ainsi qu'un cours avancé. Il existe de nombreuses occasions d'avancement rapide pour les personnes qui possèdent les qualités requises d'un chef de file.

Pour de plus amples renseignements, écrire à :
Case 1302, LE DEVOIR

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PLACEMENT ET DE GESTION

Carrière lucrative \$12.000. et plus

- OPTION DE PARTICIPATION AUX PROFITS
- BÉNÉFICES D'ASSURANCE-VIE ET SANTÉ
- COURS D'ENTRAÎNEMENT SPÉCIALISÉS
- OCCASION DE TRAVAILLER À TRAVERS LE MONDE

Notre société cherche des candidats de plus de 25 ans qui ont suivi leur cours supérieur ou universitaire. Des postes de gérance sont à la portée de tout candidat travailleur et ambitieux.

Pour de plus amples détails, vous êtes invité à une réunion générale mardi le 10 août à 7 h. 30 p.m. ou veuillez téléphoner.

INVESTORS OVERSEAS SERVICES

Suite 450, Edifice C.I.L. — 878-9651

René Brosseau ou Pierre Dumulong

CHEF DE LA DIVISION DU MATÉRIEL ET DES APPROVISIONNEMENTS

Traitement jusqu'à \$11,600

Ministère du Nord canadien et des Ressources nationales OTTAWA

Le titulaire sera chargé de contrôler les achats du Ministère, coordonner les opérations d'approvisionnement du Nord canadien, conseiller les bureaux régionaux des achats, contrôler et vérifier les achats locaux en général, développer et faire appliquer des politiques, des méthodes et des pratiques relatives aux achats et à l'entreposage.

Les candidats doivent avoir complété les études secondaires ou posséder un grade universitaire, plus une longue expérience dans le domaine des achats du matériel et des approvisionnements.

Faites parvenir IMMÉDIATEMENT une brève description de votre instruction et de votre expérience à la COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA, OTTAWA 4. Veuillez rappeler le numéro de concours 65-2282.

ADMINISTRATEUR SENIOR

Gouvernement du Canada

JUSQU'À \$13,800

Le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales offre un poste comportant un champ d'action et des possibilités exceptionnelles.

CHEF, CENTRE DE COORDINATION ET DES RECHERCHES SUR LE NORD

Planifier, surveiller et diriger un programme de recherches qui utilisera diverses disciplines scientifiques mais dont le but principal est le développement social, culturel et économique du Nord canadien et de ses habitants.

Les candidats doivent posséder un grade universitaire et une longue expérience dans la recherche relative aux problèmes socio-économiques des régions économiquement faibles.

Faites parvenir immédiatement votre demande et un résumé de votre expérience à la COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA, OTTAWA 4. Veuillez mentionner le numéro de concours 65-286.

DIRECTEUR de PRODUCTION

La situation : Une importante entreprise manufacturière de produits alimentaires (pâtisserie) de la région de Montréal recherche les services d'un directeur de la production. Il aura sous sa juridiction une équipe de responsables de la fabrication dont il doit assurer la coordination. Il sera responsable de la planification, du contrôle de la production et de la qualité des produits.

La rémunération : Le salaire sera selon les qualifications et l'expérience du candidat. Les bénéfices marginaux incluant une forme d'intéressement sont nombreux et excellents.

Le candidat : Il doit être bilingue et âgé de 35 à 45 ans, diplômé en génie et spécialisé en génie industriel ou chimique. Il possède un minimum de 10 ans d'expérience industrielle dont au moins 5 ans dans la direction d'une production industrielle et si possible alimentaire. Son dynamisme, son initiative, son esprit de travail et son désir d'améliorer sa situation seront des facteurs déterminants qui lui permettront d'assumer des responsabilités importantes au sein d'une organisation très progressive.

Votre demande incluant votre curriculum vitae devra indiquer : **Directeur de production**, et être adressée à **Case 1328, Le Devoir**, d'ici 10 jours.

SECRÉTAIRE DEMANDÉE

Secrétaire sténo-dactylo bilingue, pour poste permanent. Brock University, St. Catharines, Ontario. Expérience : initiative et perfection linguistique indispensables.

S'adresser d'urgence en français au :
Département de Langues Vivantes

AGENT SENIOR DE LA PLANIFICATION DES PROGRAMMES

Traitement jusqu'à \$12,300

Le BUREAU DE L'AIDE EXTERIEURE, à OTTAWA, qui s'occupe des opérations et de l'administration des programmes canadiens d'aide à l'expansion internationale, demande un Agent senior pour s'occuper de préparer les programmes annuels en vue de favoriser l'expansion de pays en voie de développement. Les fonctions consisteront à étudier des demandes d'aide économique, et technique ou éducationnelle et à faire des recommandations à leur sujet, à coordonner, au sein du Bureau, des programmes approuvés.

Ce poste offre une occasion exceptionnelle à la personne qui possède de nombreuses années d'expérience dans des fonctions qui exigent de hautes qualités administratives; aptitude manifeste à analyser des documents, à préparer des rapports concis et à entretenir des rapports utiles tant par écrit que verbalement.

Présentez IMMÉDIATEMENT votre demande à la COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA, OTTAWA 4 en utilisant des formulaires de demande que vous pourrez obtenir à tout bureau de poste ou du Service national de placement, au bureau de placement d'une université ou à un bureau de la Commission du service civil du Canada.

Les intéressés doivent s'inscrire avant le 31 AOÛT 1965. Veuillez rappeler le numéro de concours 65-609.

LA COMMISSION SCOLAIRE DU GOLFE

recherche les services d'un
directeur d'école secondaire
à Sept-Iles et deux adjoints

Qualifications :

Licence en pédagogie ou équivalent.

Bon salaire et bonnes conditions de travail.

Communiquer avec :

Fernando TREPANIER

Directeur général des écoles,

C.P. 457, Sept-Iles.

COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DES LAURENTIDES ASSISTANTE-DIRECTRICE DEMANDÉE

Nous recherchons les services d'une assistante-directrice, pour une école secondaire (8e-11e années). Traitement selon les qualifications et les années d'expérience.

ADRESSER SA DEMANDE A :

DIRECTION GENERALE DES ECOLES,
33 rue St-Vincent, C.P. 1780,
Ste-Agathe-des-Monts, P.Q.

Nous acceptons les frais de téléphone. Code 819, 326-0333



INGENIEUR

(Epurateur des eaux)

VILLE DE MONTRÉAL

Salaire initial: \$8,000 à \$10,925, selon l'expérience du candidat.

Qualités requises : Etre membre en règle de la Corporation des ingénieurs du Québec. Posséder des connaissances suffisantes dans le domaine du génie sanitaire et/ou dans la technique de l'épuration des eaux. Parler et écrire le français et l'anglais.

Les candidats doivent présenter leur certificat de naissance ainsi que trois photos récentes (format passeport) avec leur formule de demande d'emploi. Cette formule s'obtient au Service du Personnel, bureau 403, Hôtel de Ville, 275 est, rue Notre-Dame. Téléphone: 872-3236.



INGENIEUR

(Télécommunications)

VILLE DE MONTRÉAL

Salaire initial: \$8,000 à \$10,925, selon l'expérience du candidat.

Devoirs de la fonction : Préparation de plans et cahier des charges dans les domaines suivants :

- 1 — Radio mobile
- 2 — Systèmes d'amplification
- 3 — Télémesures
- 4 — Télévision en circuit fermé
- 5 — Electronique
- 6 — Systèmes de contrôle et télécommande
- 7 — Installation de câbles téléphoniques.

Qualités requises : Etre membre en règle de la Corporation des ingénieurs du Québec. Posséder une expérience d'environ quatre années dans un ou plusieurs des domaines mentionnés. Parler et écrire le français et l'anglais.

Les candidats doivent présenter leur certificat de naissance ainsi que trois photos récentes (format passeport) avec leur formule de demande d'emploi. Cette formule s'obtient au Service du Personnel, bureau 403, Hôtel de Ville, 275 est, rue Notre-Dame. Téléphone: 872-3236.

ANALYSTE en ASSURANCE-VIE

FONCTIONS :

Préparer des programmes avancés; analyser des problèmes de succession; entraîner et diriger des représentants en programmation avancée.

EXPERIENCE :

Le candidat que nous recherchons pourrait être de préférence un avocat, ou une personne actuellement au service d'une fiducie, ou un assureur-vie professionnel, possédant une connaissance particulière de la législation sur les droits successoraux et l'impôt sur le revenu, une bonne expérience dans l'analyse des successions et de la programmation avancée.

AVANTAGES :

Salaire variant selon les qualifications et l'expérience. Bénéfices sociaux.

Les candidats doivent soumettre leur demande par écrit avec les détails suivants : emploi actuel, qualifications, expérience.

ECRIRE A :

Le Directeur des Agences,
Case 1330, Le Devoir, Montréal.

ECOLE STURGEON, DIVISION No 24

(Adjacent à la cité d'Edmonton)

Immédiatement au nord d'Edmonton et facilement accessible via les routes Nos 2, 28 et 15. **DEMANDE DES PROFESSEURS** pour le 1er septembre 1965 :

Ecole Alcomdale : 4 professeurs pour école de (1ère à 9e). Classes 1-2, 3-4, 5 et 6.

Ecole Légale : 23 professeurs pour école de (1ère à 12e). Professeur pour classe primaire spéciale et professeurs pour 1ère, 5e et 6e; un professeur pour école supérieure (préférence accordée au candidat possédant qualifications pour enseignement commercial).

Ecole St-Charles : 4 professeurs pour école de 1ère à 9e. Classes 5-6.

ÉCHELLE DE TRAITEMENT 1965 - 66

3150	3750	4500	5350	5650	5950
5040	5850	6950	8750	9050	9350
9x210	10x210	10x245	10x340	10x340	10x340

Veuillez adresser demandes d'emploi à :

J.M. Black,
Surintendant des écoles,
Morinville, Alberta,
ou téléphonez à Morinville 272.

Les candidats doivent détenir un certificat d'enseignement valide. Les postulants de langue française doivent faire leur demande en anglais.

ECOLE STURGEON, DIVISION No 24

(Adjacent à la cité d'Edmonton)

Immédiatement au nord d'Edmonton et facilement accessible via les routes Nos 2, 28 et 15. **DEMANDE DES PROFESSEURS** pour le 1er septembre 1965 :

Ecole Alcomdale : 4 professeurs pour école de (1ère à 9e). Classes 1-2, 3-4, 5 et 6.

Ecole Légale : 23 professeurs pour école de (1ère à 12e). Professeur pour classe primaire spéciale et professeurs pour 1ère, 5e et 6e; un professeur pour école supérieure (préférence accordée au candidat possédant qualifications pour enseignement commercial).

Ecole St-Charles : 4 professeurs pour école de 1ère à 9e. Classes 5-6.

ÉCHELLE DE TRAITEMENT 1965 - 66

3150	3750	4500	5350	5650	5950
5040	5850	6950	8750	9050	9350
9x210	10x210	10x245	10x340	10x340	10x340

Veuillez adresser demandes d'emploi à :

A.E. Kunst,
Surintendant des écoles,
Morinville, Alberta,
ou téléphonez à Morinville 272.

Les candidats doivent détenir un certificat d'enseignement valide. Les postulants intéressés doivent répondre en anglais.



LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA

A BESOIN

D'INGÉNIEURS ET D'ASSISTANTS - INGÉNIEURS

SPÉCIALISÉS EN GÉNIE

- électrique • civil • mécanique

POUR DES POSTES DANS LES
TÉLÉCOMMUNICATIONS
AU QUÉBEC ET EN ONTARIO

veuillez écrire au :

Chef du personnel,
La Compagnie de téléphone Bell du Canada,
625 rue Belmont,
Montréal, Québec.

EMPLOIS aux ÉTATS-UNIS

Un manufacturier de pièces d'avion du Connecticut recherche les services

D'OUTILLEURS EXPÉRIMENTÉS

Les candidats doivent être capables de lire des "bleus" et d'organiser leur propre travail.

Nous demandons également un

CONTREMAÎTRE DE LANGUE FRANÇAISE

Aucun cachet

Transport gratuit. — Excellentes occasions.

Les postulants qualifiés et possédant de l'expérience doivent écrire à :

CASE 1331, LE DEVOIR, Montréal.



A la suite de l'adoption par l'Assemblée législative de Québec de la loi de l'accréditation des libraires, le premier ministre Jean Lesage et le ministre des affaires culturelles ont reçu les représentants de la profession du livre. On reconnaît de g. à d.: MM. Lucius Laliberté, président de la Société des Libraires Canadiens, M. Lesage, M. J.Z. Léon Patenaude, secrétaire général du conseil supérieur du livre, M. Laporte.

Les fournisseurs du clergé exposent

par Jean FRANCOEUR

Il ne faut pas trop s'approcher de la cuisine du bon Dieu, disent volontiers à Rome. La sagesse du conseil s'applique avec beaucoup d'à-propos à "l'exposition des fournisseurs" qui a ouvert ses portes hier après-midi au Palais du commerce.

L'exposition est réservée aux membres du clergé, de communautés religieuses, mais on invite aussi (on a les idées larges) les commissions scolaires et les institutions d'enseignement laïque.

On y trouve de tout, depuis les boîtes de soupe, jusqu'aux encyclopédies, en passant par les distributeurs automatiques. Cela tient à la fois de la quincaillerie, de l'épicerie du coin et de la tombola, trois institutions bien de chez nous.

L'ensemble dénote, il faut le regretter, une totale absence d'imagination de la part des organisateurs.

L'initiative du gouvernement italien n'en prend pas plus de relief et le vaste pavillon de 5,000 pieds carrés qu'il a édifié au beau milieu de la salle du Palais tranche avec vigueur sur la médiocrité ambiante.

L'espace est cerné par une cloison de bois tendu de jute de couleur corail. On y a disposé des photos en noir et blanc, largement agrandies, illustrant quelques scènes du pays: la colonnade du Bernin, un plafond de quelque chapelle vaticane, enfin, vous voyez...

On m'a expliqué avec beaucoup de gentillesse que l'Italie, grand fournisseur d'objets d'art religieux, s'était résolue à redorer son blason auprès de la clientèle canadienne. La production italienne, a-t-on voulu démontrer, ne s'arrête pas aux affreuses petites statuettes, aux rosaires-jouets, et à ces missels de première communion qu'on peut acheter dans n'importe quel 5-10-15.

Après avoir franchi le seuil du pavillon, le visiteur est accueilli par deux gardes suisses aux costumes criards (la concession nous a paru un goût douteux et les personnages dignes du musée de cire).

On trouvera dans ce grand espace, si dégagé qu'il en est un peu vide, des ornements religieux, des vases sacrés, des statuettes, et divers autres objets servant au culte. Cela va depuis les œuvres de l'artisan qui, nous a-t-on expliqué, a continué par tradition de sculpter des vierges comme on le faisait à l'époque baroque, jusqu'au vitrail le plus audacieusement moderne et (évidemment) non-figuratif.

Avouera-t-on que la qualité d'ensemble m'a peu frappé. Une bonne moyenne tout au plus. Mais je m'y connais si peu. De cette visite on garde un peu l'impression que le contenu, que la boutique est plus gracieuse que le parfum n'est remarquable.

Faits divers

Policiers suspendus

OTTAWA. — Trois membres de la Sûreté municipale d'Ottawa ont été suspendus par le directeur Reg Axcell alors qu'une enquête se poursuit sur de prétendues annulations de contraventions. M. Axcell a dit que des accusations au niveau du service avaient été portées contre René Lacroix, 46 ans, Léo Prevost, 40 ans, tous deux sergents, et James Hansen, policier. Quatre citoyens attendent de comparaître en marge de cette affaire.

Cinq évasions

Cinq détenus se sont évadés d'institutions du Québec, en fin de semaine. A Matane, deux individus considérés comme dangereux sont parvenus à scier les barreaux de leur cellule et à reconstruire leur liberté en se laissant glisser à l'extérieur de la prison: ce sont Albert Bourget, 34 ans, de Grande-Rivière, soupçonné de vols à main armée et Michel Moreau, 23 ans, de Québec, condamné à 3 ans de prison pour vol d'automobile. A Valleyfield, trois pensionnaires du camp de détention à sécurité minimum ont pris la clé des champs samedi soir: ce sont Odilon Laflamme, 26 ans, Jean-Fernand Bélisle, 26 ans, et Hubert Guy, 22 ans. Ils sont tous originaires de Montréal.

Epidémie en Iran

BEYROUTH. — L'alerte contre l'épidémie qui sévit en Iran a été donnée à tout le bassin oriental de la Méditerranée par le bureau de l'Organisation mondiale de la santé pour le Moyen-Orient, dont le siège est à Alexandrie. Dans les milieux médicaux autorisés, on continue à qualifier l'épidémie de "maladie ressemblant à la choléra" sans affirmer qu'il s'agit d'une infection provoquée par le vibrio cholérique classique. Les spécialistes croient plutôt que l'épidémie iranienne est une nouvelle étape du développement à travers l'Asie de la maladie contagieuse baptisée en 1961 de "maladie de tor". Cette maladie avait été d'abord observée dans l'île Célèbes (Indonésie). Relativement bénigne, malgré sa ressemblance avec la choléra, elle s'est étendue pendant ces dernières années à l'ensemble de l'Extrême Orient, de la Corée aux Philippines, à la Chine, à l'Inde et au Pakistan. Une section spéciale de l'OMS avait été chargée de recueillir toutes les informations concernant la maladie et sa progression.

Feu de pétrolier

QUEBEC. — Les pompiers de Sillery ont éteint dimanche soir un incendie qui s'était déclaré à bord de l'Irving Glen, un pétrolier qui venait d'accoster au quai de la Irving Oil dans cette municipalité de la banlieue de Québec. Lorsque les pompiers sont arrivés au quai, une épaisse fumée se dégageait du navire qui était presque plein de carburant. Elle provenait de la cale et s'échappait par les bouches d'air et par les escaliers. Les pompiers ont pu maîtriser l'incendie dans environ une heure.

puisque l'alarme a été sonnée à 6h02 et qu'ils étaient de retour à la caserne vers les 7h15.

Accusé de meurtre

Gédéon Durocher, chauffeur de taxi âgé de 53 ans, a comparu en fin de semaine sous l'accusation d'avoir assassiné Mme Jeanne Valade, âgée de 51 ans; son enquête préliminaire a été fixée au 13 août. Mme Valade est morte lundi dernier à la suite de multiples brûlures et contusions cérébrales qui lui auraient été infligées par Durocher dix jours plus tôt. Dans la nuit du 22 juillet, alors qu'il prenait des vacances à Pierrefonds, Durocher aurait eu une dispute avec la victime. Cette dernière aurait perdu connaissance en tombant la tête contre un meuble et Durocher, la voyant inerte à ses pieds, aurait enflammé ses vêtements après les avoir imbibés d'huile à chauffage.

Les victimes des accidents de la route

OTTAWA. — Les accidents de circulation ont entraîné la mort de 407 Canadiens au cours du mois de mai dernier, soit une hausse de 6,5 pour cent par rapport au mois correspondant de l'année précédente, alors que le nombre des victimes avait été de 382. Les routes du Québec ont fait deux victimes de moins que l'an dernier, soit 124 comparative-ment à 126 l'an dernier. Par contre, les routes de l'Ontario ont fait 135 victimes, soit 19 de plus que l'an dernier.

Coppola est transféré

ROME. — Escorté d'un important détachement de police la gangster italo-américain Frank Coppola a quitté Rome, lundi soir, par avion, pour Palerme, où se poursuivra l'enquête sur ses activités. Coppola, qui avait été arrêté à l'aube dans ses terres de Pomezia, au sud de Rome, n'avait pas les menottes aux mains, et il souriait largement aux journalistes et aux photographes devant la préfecture de police de Rome, peu avant son départ. On apprend, d'autre part, à Palerme, que nombre de "Mafieux", pris dans le coup de filet de la police italienne, avaient été les protagonistes du célèbre "congrès" tenu en novembre 1957 à Appalchin, Etats-Unis, pour décider de la succession du gangster Albert Anastasia, chef de la noire "Murder Inc." qui venait d'être assassiné.

L'enquête de Lebrun ajournée en septembre

L'enquête préliminaire de Gilles Lebrun, âgé de 33 ans, sans domicile fixe, l'un des 11 inculpés dans le vol du camion postal, en mars 1964, a pris fin lundi, devant le juge René Thérberge. Les procédures ont été remises au 13 septembre prochain.

Pierre Talon, qui est aussi au nombre des accusés, était le pluriel attendent leur procès aux Assises, a été le principal témoin de la couronne à l'enquête de Lebrun; il a longuement été contre-interrogé par Me Ross Drouin, procureur de la défense.

Ce jeune homme de 25 ans avait témoigné la semaine dernière et relaté les circonstances qui ont entouré le vol du camion. Hier, il a répété avoir reçu \$80,000 représentant sa part du vol de \$1,400,000, et avoir compté les billets à deux reprises.

L'EAU DÉGOUTTE ?

Faites installer les GOUTTIÈRES GALVANISÉES • ALUMINIUM • CUIVRE Estimation gratuite * MONTREAL — 322-4160 * QUEBEC — 872-9244 PRIMEAU METAL INC.

L'Ecole de Conduite LAUZON

Lundi le 16 août, commence à L'ECOLE DE CONDUITE LAUZON une session de cours aux adolescents. Les jeunes de seize ans et plus pourront suivre ce cours complet approuvé par le MINISTRE DES TRANSPORTS. Les titulaires de ce cours sont des professeurs spécialisés dans ce genre d'enseignement.

Pour tout renseignement appelez : 381-2504

LE DEVOIR

MONTREAL, MARDI 10 AOÛT 1965

PAGE 3



L'Expo en devenir

L'été, dit la chanson (et de nombreuses conventions collectives), c'est le temps de vacances. Le journaliste chargé de suivre l'évolution des événements de cette Expo en devenir s'en rend compte là aussi. Et il ne manque pas de s'étonner de ce ralentissement dans l'information au sujet de la plus grande entreprise de l'histoire canadienne.

Sans aller jusqu'à souhaiter que tous les confrères chargés de nous dispenser la nouvelle attendent 68 jours prendre de confortables vacances, on ne peut que regretter cette subite discrétion. Elle a curieusement coïncidé avec la grève des postes qui n'a pas augmenté pour autant nos communications téléphoniques avec l'immeuble de la Confédération qui abrite les services d'information de l'Expo.

Et l'on en vient à se demander si la coordination entre réalisateurs et informateurs est totale à l'Expo.

L'artisanat canadien

On a appris à Ottawa que Moncrieff Williamson, administrateur de la galerie d'art et du musée de la Confédération, de Charlottetown, a été chargé par la participation canadienne de battre le rappel des articles d'artisanat les plus représentatifs du Canada tout entier. Quant il aura réuni cette collection de bois, de céramiques, de tissages et autres objets, il organisera une exposition à Charlottetown durant la saison 1966-1967 avant de la transférer à Montréal où elle sera visible dans le pavillon canadien.

Le transport et l'assurance des objets d'exposition seront défrayés par le gouvernement.

propriété de l'accusé. Tous les dossiers des patients de M. La Rivière ont été saisis de même que de nombreux documents. Selon le directeur Robert, les documents saisis pourraient servir à établir d'autres preuves de culpabilité, peut-être de fraude, de chantage, de fausse représentation, etc.

UN DES DIRIGEANTS DE LA C.I.C.

Les instituteurs doivent participer à l'élaboration des politiques scolaires

QUEBEC. — M. Fernand Toussaint, directeur du service académique de la Corporation des instituteurs catholiques du Québec, a déclaré, hier, que le temps est révolu où toutes les décisions régissant la pratique de l'enseignement et l'organisation pédagogique et disciplinaire des écoles doivent venir, unilatéralement, de l'autorité en place.

"Les enseignants sont capables de faire preuve d'initiatives et de sens des responsabilités et de jouer un rôle prépondérant dans l'élaboration des politiques scolaires".

Il ne s'agit pas, a dit M. Toussaint, d'une révolte mais d'un désir de participation légitime aux décisions, au niveau de l'école et de la commission scolaire.

M. Toussaint portait la parole à l'inauguration d'une série de sessions d'étude sur les problèmes techniques de la corporation et sur ses préoccupations académiques.

M. Toussaint a également invité les participants à rechercher les moyens d'établir l'équilibre qui s'impose entre les préoccupations d'ordre essentiellement syndical et les activités d'ordre pédagogique des instituteurs.

Quelque cinq cents instituteurs et institutrices participent à ces sessions qui doivent se continuer jusqu'à la fin de semaine. La Corporation des instituteurs a réuni trois cents d'entre eux au pavillon Vachon de l'Université Laval pendant que les deux cents autres sont groupés à l'Académie de Québec.

Dans le premier cas, la session d'études est de caractère syndical. C'est une initiative du service technique de la C.I.C. L'application du nouveau Code du travail et le fonctionnement des nouvelles associations régionales d'instituteurs seront les deux principaux sujets d'études de cette session. Le père Mailhot et M. Claude Ryan sont au nombre des conférenciers.

Une journée entière du congrès sera consacrée à l'orientation nouvelle de l'enseignement. Des travaux en commissions porteront sur l'humanisme, le nouveau projet de la Commission Parent, sur l'école active, sur l'évolution des écoles secondaires, sur les relations entre les enseignants et les responsables des services scolaires auxiliaires, sur la liberté d'enseignement, sur la démocratie dans les cadres scolaires, sur la formation et le perfectionnement des maîtres, sur les examens, sur la mentalité religieuse des adolescents. Le thème "Perspectives nouvelles en éducation" coiffe les études de ce congrès des instituteurs. Son Eminence le cardinal Paul-Émile Léger et le ministre de l'Éducation, M. Paul Gérin-Lajoie, participeront au dîner du congrès.

La CSN s'impatiente du retard à hausser le salaire minimum à \$1.25

La Confédération des syndicats nationaux estime que le gouvernement provincial tarde à hausser le salaire minimum à \$1.25 et à obliger les employeurs à accorder un minimum de deux semaines de vacances à tous leurs employés.

Rappelant que les députés québécois viennent de se voter une augmentation annuelle de \$3,000, le secrétaire général de la centrale syndicale, M. Robert Sauvé, regrette que le gouvernement n'ait pas encore songé à donner suite à la résolution du bureau fédéral de la CSN qui réclame une hausse du salaire minimum à \$1.25 l'heure et un minimum de 2 semaines de vacances à tous les salariés.

Cette résolution, adoptée le 3 juillet dernier, proposait une hausse immédiate à \$1.10 l'heure, suivie, à la fin de 1965, d'une augmentation à \$1.25 l'heure. M. Sauvé se réjouit de l'augmentation de l'indemnité parlementaire qui porte le salaire annuel des députés à \$18,000 parce qu'ils pourront se consacrer exclusivement aux affaires publiques grâce à ce traitement.

Mais il ne conçoit pas, d'autre part, que la loi québécoise puisse préconiser des salaires minimum de \$0.64 l'heure en 1964 et de \$0.70 l'heure en 1965, c'est-à-dire de \$25 à \$28 pour une semaine de 40 heures, ce qui est pourtant le lot d'un grand nombre de salariés.

Le successeur de Nathan Steinberg

La nomination de J. Peter Kohl comme successeur de Nathan Steinberg aux concessions et licences, vient d'être confirmée.

On sait que M. Steinberg, à la suite du décès de son frère Sam, a dû abandonner ses fonctions permanentes à l'Expo pour se consacrer davantage au commerce familial.

M. Kohl, qui travaillait pour International Paper depuis 1959, s'est bâti une sérieuse réputation de spécialiste en administration financière. Il donne du reste des cours à McGill en cette matière.

La galerie d'art internationale

On sait que l'Expo présentera dans une galerie ultramoderne un grand nombre des plus grands chefs-d'œuvre du monde. Cette exposition n'empêchera pas la tenue d'une autre, consacrée uniquement à la sculpture, dans les jardins de Sainte-Hélène.

Pour les responsables de la galerie (un comité international composé de sommités indiscutées), il fallait approcher un grand nombre de musées et de gouvernements étrangers. Sans qu'il soit encore possible d'en publier la liste, on croit savoir que l'envoi d'une centaine des œuvres choisies est d'ores et déjà certain.

La tour d'observation

La tour qui se dresse près des piscines municipales de l'île Sainte-Hélène et qui offre son belvédère aux Montréalais désireux de se rendre compte de l'avancement des travaux remporte un grand succès. On ne connaît pas le chiffre exact des entrées mais elles dépassent, dit-on, les prévisions les plus optimistes.

Les visiteurs paient 10 cents le droit de grimper à la plate-forme d'observation. Ce prix d'entrée a surtout pour but d'éliminer un certain public d'enfants chahuteurs qui risqueraient de monopoliser le belvédère toute la journée pour jouer à Tarzan.

L'Expo distribue à chaque visiteur un petit insigne de plastique et il est fortement question de distribuer une documentation précise sur l'évolution des travaux. Il est également prévu de fixer à la balustrade des photographies des futurs pavillons de telle sorte que le visiteur curieux sache ce qui se dressera bientôt dans son champ de vision.

ANNUAIRE du CANADA 1965

Préparé par le Bureau fédéral de la Statistique

L'édition 1965 de l'Annuaire du Canada vient de paraître! Ce livre de référence indispensable présente une grande variété de renseignements dans presque tous les domaines factuels du développement du Canada.

- Nouveaux articles
- Statistiques du Recensement 1961
- Derniers chiffres officiels
- Cartes, chartes, tableaux
- Abondamment illustré
- Plus de 1,200 pages

RELIÉ TOILE: \$5.00 — CARTONNÉ: \$3.00

En vente à la librairie de l'imprimeur de la Reine, édifice Aeterna-Vie, 1182 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, et chez votre libraire.

Un bilan préliminaire de l'année de la coopération

Avant abandonné la présidence de l'année de la coopération internationale pour aller enseigner en Inde, M. J.R. Kidd a dressé de cette initiative un bilan qui apparaît pessimiste. Cependant, devant la tâche entreprise sous l'égide des Nations unies pour convaincre les peuples que la paix n'est possible que par la coopération, le rapport souligne que de nombreuses initiatives ont été couronnées de succès, et qu'il est tout de même possible, avec des moyens extrêmement limités, de mobiliser les bonnes volontés.

Les seules ressources sonantes de l'ACI jusqu'à ce jour sont élevées à \$35,000. Le reste est le fruit de dons, ou d'assistance bénévole, ou d'appuis officiels sous la forme de fonctionnaires des affaires extérieures prêtés à l'organisme. Des conférences ont eu lieu à l'échelon national et régional, des textes ont été écrits et diffusés et grâce à la collaboration de certaines publications, notamment celles du Congrès du travail du Canada, des millions de citoyens ont pu capter le message de l'année de la coopération.

Mais, comme le souligne M. Kidd, pour mouler de la brique, il faut de la paille, et quelques milliers de dollars de plus eussent permis de réaliser davantage.

Parmi les initiatives nationales de l'année de la coopération, on signale une campagne d'éducation populaire déjà amorcée, le projet Canada-Mysore, pour l'alimentation des régions affamées, l'envoi d'un million de livres dans quarante pays dépourvus, pour accroître l'enseignement, et l'initiative Québec-Rwanda grâce à laquelle la nouvelle université fon-

dée sous les auspices du R.P. Lévesque se voit doter de l'équipement pédagogique nécessaire.

Parmi les projets d'avenir, car l'année de coopération ne songe pas réaliser ses entreprises en douze mois, mais souhaite seulement les amorcer durant l'année 1965, on suggère que le Canada devienne le grand constructeur des écoles du monde.

Notre pays peut à peine satisfaire ses besoins essentiels dans l'enseignement, mais il peut ici même former de nouveaux professeurs pour les autres pays, et grâce à son expérience considérable dans l'industrie de la construction, contribuer énormément à la mise en train de l'appareil scolaire dans les pays ravagés par l'analphabétisme.

Il existe dans le monde des enfants qui, à défaut de papier, font leurs calculs et apprennent leurs lettres en écrivant dans le sable avec un bâton. Le gaspillage de cette main-d'œuvre au Canada pourrait pourtant satisfaire aux besoins de toutes les écoles de l'Inde! Il y a là de quoi faire réfléchir.

Des résultats d'examens sont disponibles

Des milliers d'étudiants des écoles catholiques pourront dès aujourd'hui obtenir leurs résultats d'examens en s'adressant à leurs écoles respectives. Les résultats présentement disponibles sont ceux de deuxième, quatrième et cinquième années. Ceux de la première et de la troisième années ont déjà été rendus publics.

Les élèves pourront s'adresser à la direction de leur institution entre 10 et 11 h. 30 ce matin et entre 2 et 3 h. 30, cet après-midi.

Il n'en est toutefois pas ainsi pour les étudiants des écoles protestantes dont les résultats ne pourront être obtenus "avant quelques jours encore".

Granby proteste contre la nouvelle loi des alcools

GRANBY. — La ville de Granby entend bénéficier de l'amendement à la loi des alcools, qui permet aux restaurants de vendre de l'alcool sans devoir servir de repas les dimanches et jours de fête.

Dans un télégramme au ministre de la justice, M. Warner, le conseil municipal de Granby expose ses griefs, estimant injuste qu'on ait limité l'application de l'amendement aux seules villes de 50,000 habitants et plus.

Le conseil estime que les citoyens du Québec qui n'habitent pas dans les villes de 50,000 habitants et plus sont lésés dans leurs droits et ne jouissent pas du même traitement que leurs concitoyens des grandes villes.



Placez à votre portée les choses que vous désirez

BANQUE DE MONTRÉAL

Plan de Financement Familial

PRET ECONOMIQUE comportant une ASSURANCE-VIE

Livraison Immédiate



de ce bureau "Executive", en noyer, (72" x 36"). Au bas prix de \$5.98 par mois, sur une échéance à long terme.

Informez-vous au sujet de la livraison rapide de notre aménagement de bureau d'un choix exceptionnel.

721-4958 — 7410, 19e ave Ville St-Michel

Le climat politique à la fin d'une longue session

La session qui s'est terminée à Québec vendredi fut une session productive. Un Parlement qui adopte au cours de la même session des lois créant un régime de rentes, une caisse de dépôts et placements, un statut de la fonction publique, un régime de négociations collectives pour les travailleurs du secteur public, une commission royale d'enquête sur l'agriculture, une société publique d'exploration minière, ne peut être tenu pour stérile.

Mais la plupart de ces mesures furent adoptées, ne l'oublions pas, dans un climat de large unanimité. Elles témoignent sans doute de l'habileté du gouvernement à saisir au vol les désirs profonds de l'opinion et à les traduire dans des lois. On ne saurait toutefois, à moins d'être naïf, considérer ces réalisations comme des baromètres absolument sûrs de l'atmosphère politique québécoise en cette fin de session.

Aujourd'hui comme en janvier dernier, la position du gouvernement Lesage est solide. Il n'en reste pas moins que des signes de malaise ont commencé à se manifester. On les observe autour de trois thèmes principaux : la question constitutionnelle, la politique économique et sociale, l'éducation.

En matière constitutionnelle, les débats majeurs des derniers mois ont gravité autour de la formule Fulton-Favreau.

Habile tacticien, M. Lesage a su éviter une confrontation décisive au Parlement sur cette question controversée. Il a réussi à distraire vers une cible secondaire (le Conseil législatif) un thème qui menaçait de l'embarasser.

Il n'en est pas moins clair que, psychologiquement, le premier ministre a essuyé une rebuffade importante. Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, il s'est fait rappeler, par une opinion publique vigilante, certaines bornes qu'il ne saurait franchir impunément.

Au sortir de cette polémique, on garde une impression majeure, M. Le-

sage n'a pas réussi à devenir, pour le peuple du Québec, le guide constitutionnel incontesté que fut longtemps M. Duplessis.

Le public québécois aime la finesse tacticienne de M. Lesage, son goût de l'action positive, son acceptation audacieuse de l'univers plus large que constitue le monde nord-américain. Il n'est cependant pas prêt à faire confiance aveuglément au chef libéral pour les grandes décisions constitutionnelles.

M. Lesage reste probablement assez fort pour imposer quand même ses opinions au Parlement pendant un bon bout de temps encore. S'il voulait aller jusqu'au bout dans cette voie, il verrait probablement de larges secteurs de l'opinion se détacher de lui.

M. Lesage eut fort à faire, au cours des derniers mois, sur le front des luttes syndicales. Tour à tour, il dut faire face à la grève de la Régie des alcools, à la grève des ingénieurs de l'Hydro, à des arrêts de travail des enseignants, puis à une vive lutte des syndicats contre certains articles de la loi de la fonction publique.

Si l'on oublie certaines déclarations malheureuses qui lui ont échappé dans la chaleur des débats, M. Lesage s'est tiré sans trop de dommage de tous ces pétrins. Sa force de négociateur, son génie du "give and take" l'ont servi à merveille. Son gouvernement n'a commis aucun excès réactionnaire de taille; il a en même temps réussi à sauvegarder l'essentiel de son autorité.

L'incident le plus dur, en matière de politique économique et sociale, fut sans doute la polémique relative à Sidbec. Littéralement assiéger non seulement par d'importants secteurs de l'opinion mais même par quelques-uns de ses collègues les plus influents, M. Lesage s'est tiré de l'impasse en trouvant un ingénieur sursis. La loi qu'on avait annoncée pour Sidbec — et qui devait principalement permettre au gouvernement de garantir les obligations émises par l'entreprise minière —

a été renvoyée aux calendes grecques. Nul, sauf les membres du cabinet et des gens comme M. Gérard Filion — ne sait exactement ce qui s'est passé. Ce qu'on sait, c'est que l'obstacle qui aurait pu engendrer une crise a été une fois de plus contourné.

M. Lesage de sa part rallié ses collègues autour de sa "politique économique et sociale" pour la bonne raison que cette politique n'existe pas à l'état défini. Un joueur moins rusé succomberait sous le poids d'une telle carence. M. Lesage, au contraire, en tire parti pour garder plus longtemps autour de lui des collègues qui, sous une autre direction, ne tarderaient pas à s'en aller.

Le récent gâchis des examens de fin d'année, la question épineuse des collèges classiques, l'attitude hautaine de certains fonctionnaires du ministère de l'éducation, n'ont guère rejoint les cercles parlementaires.

Mais pour celui qui vit au diapason du milieu québécois, il semble qu'on s'achemine, d'ici un ou deux ans, vers un débat majeur sur la politique d'éducation du gouvernement.

Tout cela n'est peut-être que l'effet temporaire de changements brusques qui dictaient les circonstances. On n'en pense pas moins, dans plusieurs milieux, que les directives et politiques du ministère de l'éducation sont trop élaborées en vase clos par des fonctionnaires à l'esprit mathématique vivant loin du réel.

La vraie confrontation viendra un peu plus tard, lorsque aura enfin paru la quatrième tranche du rapport Parent et que le gouvernement aura fait connaître sa position sur des questions comme la création des instituts et le régime des commissions scolaires. Les éléments d'une situation délicate n'en sont pas moins déjà présents.

En ce qui touche les rapports de forces, trois faits dominants méritent d'être retenus :

1) M. Lesage apparaît plus solidement maître de son parti qu'à l'automne de 1964. Mais en même temps, il est plus majestueusement solitaire, à la tête de sa monture, qu'à aucun moment depuis 1960. Sur la formule Fulton-Favreau, sur Sidbec, sur la loi de la fonction publique, M. Lesage s'est défendu à peu près seul. Des hommes comme Lévesque, Kierans et Gérin-Lajoie ont à peine ouvert la bouche.

2) M. Johnson n'est pas plus fort, aujourd'hui, qu'il y a un an. Deux événements ont semblé le favoriser au cours de l'hiver : le débat sur la formule Fulton-Favreau et le congrès général de l'Union nationale.

Malgré les succès provisoires qu'il connaît à la faveur de ces événements, M. Johnson n'a pas réussi à polariser en sa faveur un grand nombre d'appuis nouveaux. L'avion qu'il pilote avec un désir évident de bien faire a peine à décoller. Il manque à cet homme l'autorité qui vient tantôt de la puissance intellectuelle, tantôt du génie de l'action.

3) L'opposition véritable vient, comme sous les régimes antérieurs, du dehors plutôt que du milieu politique. Cette opposition reste épisodique et particulière. Elle n'a, pour le moment, rien de systématique et de total. Mais, dans la presse, dans le monde syndical, dans les milieux intellectuels, chez les travailleurs, on s'interroge plus qu'on ne le faisait il y a deux ans à propos du régime Lesage. Jusqu'à maintenant, M. Lesage a réagi positivement aux aiguillons qui lui venaient de l'extérieur. S'il conserve le flair qui l'a guidé depuis 5 ans, s'il ne se laisse envahir par les succès trop faciles qu'il obtient au Parlement contre une opposition qui n'est pas toujours la plus dangereuse, il aura tout le loisir voulu pour se faire élire une autre fois à Québec en 1966... avant de décider s'il doit aller un peu plus tard tenter fortune à Ottawa.

Claude RYAN

en toute liberté



par Gérard Pelletier

Sus aux clichés!

La conférence de Couchiching, dont toute la presse du Canada a publié de copieux échos, la semaine dernière, n'a pas fini de provoquer des réflexions sérieuses, voire très graves, chez les hommes que préoccupe le sort de notre pays.

C'est pourquoi, peut-être, l'envie est venue à quelques participants, aux derniers jours de la conférence, de formuler d'autres réflexions un peu moins sérieuses. Disons tout de suite, pour bien situer le contexte, que nous venons de traverser six jours entiers de cours, conférences, discussions, colloques, questions, réponses, bref un déluge de paroles et qui portaient toutes sur le même thème.

À la longue, comme dans toutes les conférences de ce genre, le sujet à l'étude devient une espèce d'obsession douloureuse. Mais le dernier jour de Couchiching baignait dans un soleil radieux. Et sur les pelouses de Geneva Park, la conversation prenait d'elle-même une tournure souriante.

Toujours est-il qu'un groupe de participants a décidé de mettre au point un projet de loi fantôme visant à l'amélioration de toutes les discussions à venir sur le fédéralisme canadien, le bilinguisme, le biculturalisme et en général tout ce qui touche aux relations entre les peuples fondateurs du Canada.

Ce projet de loi ne recherchait qu'un but : l'élimination de certains clichés, lieux communs et autres formules toutes faites dont la prolifération afflige nos débats quand ils touchent à ces thèmes désormais familiers.

Par exemple, il serait interdit aux Canadiens de langue anglaise de prononcer les phrases suivantes, désormais classiques, et que tout le monde connaît par cœur : "Les Canadiens français ont beaucoup à nous apprendre. — Leur culture est beaucoup plus vivante que celle du Canada anglais. — Nous aurions besoin de communier à leur joie de vivre. — Je compte moi-même, parmi mes amis les plus chers, plusieurs Canadiens français. — Je n'aimerais rien mieux que de connaître le français. — J'admire nos compatriotes de langue française pour la maîtrise étonnante avec laquelle ils manient notre langue. — Je suis fier d'être Canadien et je considère que c'est là l'un des plus beaux titres dont un homme puisse se réclamer. — Il est illusoire de penser qu'on puisse imposer le français aux fermiers de l'Ouest. — Etc., etc., etc."

Aux Canadiens de langue française, on interdirait les propos suivants, et tous ceux de la même espèce qui reviennent constamment dans leurs discours : "Je m'excuse de m'exprimer ici dans un anglais déficient. — Je profite de l'occasion qui m'est donnée de représenter à mes compatriotes de langue anglaise un point de vue qu'ils devraient connaître mais qu'ils semblent encore ignorer. — Mes propos vous paraissent peut-être extrémistes mais sachez bien qu'auprès de beaucoup de mes compatriotes canadiens-français, je passe pour un modéré prêt à toutes les concessions. — Jamais les Canadiens français n'accepteront que... du moins pas de mon vivant. Le Québec est en plein éveil. Etc., etc., etc."

Bien entendu, le projet de loi prévoirait des sanctions contre l'usage de ces clichés et lieux communs, une fois que la collection entière en aurait été complétée et que chacun des propos condamnés aurait reçu son étiquette. Il faudrait sans doute, pour appliquer la loi, publier au préalable la liste des clichés interdits dans plusieurs grands journaux, comme on fait dans les cas de divorces ou de faillites.

Mais pourquoi interdire l'usage de ces formules toutes faites, si commodes aux gens qui ne pensent guère par eux-mêmes et qui tiennent quand même à mettre leur mot dans les discussions publiques sur ces importantes matières ?

Reconnaissons d'abord que chacun des lieux communs mentionnés plus haut contient une part de vérité. Chacun constitue un effort pour se rendre acceptable à l'interlocuteur. Voudrait-on par hasard inaugurer un style de discussion exclusivement agressif, sans aucune des précautions oratoires qui empêchent les hommes, en pays civilisés, de régler leurs différends à coups de poing, les femmes en se crépant le chignon ? Pas du tout.

Ces clichés nous paraissent condamnables parce qu'ils empêchent la discussion de progresser, parce qu'ils enlèvent le débat dans des ornières d'où rien, ensuite, n'arrive plus à le faire sortir. Quand un interlocuteur inaugure son propos par une phrase toute faite, l'auditeur se dit : "Non, ça ne va pas recommencer ! J'entends cette phrase pour la millième fois." Et cela dit, il débranche son attention et se met à rêver à sa femme, à ses enfants, aux truites qu'il ira pêcher, la semaine suivante... Le dialogue est rompu.

D'accord, il ne serait pas facile de faire voter pareille loi au Parlement du Canada. Est-il bien clair, d'abord, que la question soit de compétence fédérale ? D'ailleurs, ce ne sont pas les lois qui résoudront nos problèmes mais la bonne volonté de la masse des citoyens. (Tiens : vous voyez ? J'allais terminer cette chronique sur un cliché qui mériterait lui-même de figurer dans la liste interdite, sans indication d'origine : il en est un certain nombre, en effet, que les deux "peuples fondateurs" emploient "sans discrimination", avec le même enthousiasme...)

sa prudence pour se lancer dans l'aventure que serait le refus de tout compromis. Mais son but était avant tout d'obtenir que les États-Unis desservent leur étreinte, liquident certaines de leurs bases et éloignent la Vile flotte. Pékin pourrait ne pas être hostile à l'édification d'un glacis aussi large que possible de pays asiatiques neutralisés.

Or, ce glacis, qui réduirait considérablement les risques de tension et de guerre dans l'Asie du Sud-Est, le Laos et le Cambodge sont déjà prêts à le constituer. Sans doute pourrait-il être élargi à d'autres pays asiatiques — tels que la Thaïlande et la Birmanie — qui conviendrait vite des avantages considérables qu'ils en retireraient non seulement du point de vue de leur stabilité interne et de leur sécurité externe, mais encore sur le plan du développement économique. Car une telle entreprise ne peut se concevoir qu'assortie d'un vaste plan de soutien économique ou les États-Unis devraient contribuer plus largement encore qu'ils ne l'ont promis pour leur plan d'aménagement du Mekong, et dont les Nations unies devraient prendre la responsabilité.

Une telle solution ne pourrait qu'être approuvée et soutenue par l'U.R.S.S. et ses alliés, l'ensemble des pays non alignés et la plupart des pays occidentaux eux-mêmes. Ce qui

Une nouvelle conférence de Genève

Il existe heureusement en dehors de l'O.N.U. une instance parfaitement qualifiée pour évoquer l'affaire du Vietnam : la conférence de Genève sur l'Indochine dont la déclaration finale du 20 juillet 1954 prévoit dans son article 13 que les

(Suite à la page 13)

L'éclatement de la fédération de Malaysia, un événement considérable

On a toute raison de jubiler, aujourd'hui, à Djakarta. L'ennemi no 1 que s'est donné le président Soukarno, la Grande-Malaisie ou Malaysia, commence en effet à crouler. Les querelles intérieures ont réussi ce que n'avaient pu accomplir les menaces d'invasion, les coups de main et les rodomontades de l'Indonésie : l'éclatement de la fédération, conçue au moins autant à Londres qu'à Kuala-Lumpur et veillée comme l'on fait d'un enfant chéri par le gouvernement de Sa Majesté britannique.

La crise survient un peu moins de deux ans après la naissance de la fédération (16 septembre 1963). Celle-ci avait subsisté, certes, pour un temps en tout cas, mais, dangereusement déséquilibrée, elle risquait de ne pas pouvoir tenir longtemps devant les pressions de l'Indonésie sur les territoires de Sabah Sabah (ex-Bornéo britannique) et de Sarawak. De plus, avec le retrait de l'Etat de Singapour, la fédération perd près de deux de ses dix millions d'habitants, une plaque tournante de premier plan pour le commerce extérieur et court le risque de voir à sa frontière méridionale un Etat inamical si un régime d'extrême-gauche prenait le pouvoir à Singapour. Pour Londres et à certains égards aussi pour Washington l'événement est sinon lourd de menaces dans l'immédiat, du moins préoccupant à long terme. La fédération avait été conçue comme un facteur de stabilité dans le Sud-Est asiatique et au moins autant comme un Etat pro-occidental susceptible de faire échec à l'expansion du communisme. L'effondrement d'une construction aussi laborieusement édifiée ne peut que servir les desseins de Djakarta, d'une part, de Pékin, d'autre. On ne doit pas oublier en effet que plus des deux tiers de la population de Singapour sont composés de Chinois et que le parti de centre-gauche du premier ministre Lee Kuan Yew est soumis à des pressions constantes de son aile avancée et des petits partis d'extrême-gauche.

Echec cuisant pour l'Ouest

Les antagonismes raciaux entre Malais et Chinois et les rivalités de personnes ainsi que

les manœuvres centralisatrices du gouvernement fédéral de Kuala-Lumpur ont précipité l'éclatement de la fédération après deux ans de tensions incessantes et de rapports d'où la cordialité fut souvent absente. Certes, la scission a été proclamée simultanément par Kuala-Lumpur et Singapour et se fait dans la correction si non dans l'amitié. On peut parler cependant qu'il faudra peu de temps que les relations se tendent entre les deux Etats. Déjà, le gouvernement de Singapour a annoncé son intention de nouer des relations diplomatiques et de reprendre son important courant d'échanges commerciaux avec l'Indonésie, ce qui a provoqué une réplique amère de la Malaisie.

Le gouvernement britannique va tenter de limiter les dégâts en facilitant l'admission de Singapour aux Nations unies et dans le "club familial" que veut être le Commonwealth et devra négocier de nouveaux accords de défense avec le nouvel Etat d'une part et la Malaisie de l'autre pour remplacer ceux qui avaient été conclus avec la Malaysia. On sait que Singapour abrite une gigantesque base navale et des bases aériennes britanniques dont l'activité est d'ailleurs bénéfique à l'économie de la ville. Quoiqu'il en soit, l'Indonésie marque un point, la diplomatie occidentale essuie incontestablement un cuisant revers et l'avenir de ce qui reste de la fédération de Malaysia est incertain. Décidément, les fédérations nées à l'instigation de l'ancien colonisateur paraissent porter la croix de mort au front. Londres en a fait l'amère expérience en Afrique centrale, et dans les Caraïbes, hier, le fait en Asie du Sud-Est aujourd'hui

BLOCS NOTES

et semble devoir le faire prochainement avec la fédération de l'Arabie méridionale.

L'appel de Paul VI pour la mise au ban des armes nucléaires

C'est dans des termes extrêmement vigoureux (les plus énergiques encore employés en pareille circonstance par un souverain pontife) que le pape Paul VI a stigmatisé, dimanche, le bombardement atomique des villes japonaises de Hiroshima et de Nagasaki, voici vingt ans. Tout en reconnaissant que la volonté de hâter la fin du conflit a pu servir d'explication mais non d'excuse à l'utilisation des armes atomiques, le pape a porté une condamnation extraordinairement sévère de l'initiative américaine d'alors, qualifiant la destruction des villes japonaises de "massacre interne" et de "outrage à la civilisation".

D'autre part, le souverain pontife a lancé un nouvel et pressant appel pour la mise au ban des engins nucléaires, l'arrêt de la fabrication de ces armes et des moyens de transport la "mort atomique", la destruction des stocks existants. Voilà qui va infiniment plus loin que la cessation des expériences nucléaires ou un éventuel accord sur la non-dissémination des armes nucléaires qui, malgré leurs avantages évidents, ne sont pas de soi des mesures de désarmement. Dans le climat politique actuel, le vœu du pape peut paraître assez illusoire mais les mesures radicales qu'il préconise représentent la seule façon de dissiper réellement le cauchemar nucléaire. Les pays qui ne possèdent pas encore d'armes nucléaires acceptent difficilement de s'engager à n'en jamais produire ou acquiescer si les actuelles puissances nucléaires conservent et même accroissent leur arsenal.

C'est à partir seulement du moment où les cinq membres du club atomique (et les autres pays qui dans l'intermédiaire y auraient accédé) recherchent sérieusement un accord sur l'interdiction de l'usage des armes nucléaires et sur la destruction de leur arsenal que le désarmement cessera d'être un vain mot. On applaudira partout poliment l'appel du pape mais il est fort douteux que des suites concrètes y soient données d'ici longtemps.

J.-M. L.

LA GUERRE ET LA PAIX AU VIETNAM

—III—

Retour aux principes

par Jean SCHWOEBEL

Il apparaît de plus en plus clairement, à mesure que le conflit s'étend au Vietnam, qu'il n'est guère d'espoir de lui trouver une solution aussi longtemps qu'Américains et Chinois ne se résoudront pas à respecter certains principes. Toute solution du problème vietnamien qui ne reproduirait pas le double principe d'autodétermination et de non-ingérence étrangère n'a pas la moindre chance d'être acceptée par le Vietcong et par Hanoi.

Or des 1956, en approuvant le refus de l'ancien président Diem de procéder aux élections prévues par les accords de Genève pour réunifier le Vietnam, les Américains ont manifesté leur opposition à l'application pure et simple de ce double principe. Ce faisant, ils ont pris une position exactement inverse à celle qu'ils ont adoptée pour l'Allemagne dont ils réclament depuis longtemps la réunification sur la base d'élections libres. Mais s'ils refusent pratiquement l'autodétermination aux Sud-Vietnamiens, exactement comme les Soviétiques qui la refusent aux Allemands de l'Est, les uns et les autres n'en proclament pas moins leur respect des principes. Ils entendent seulement pour éviter des bouleversements qui rendraient, disent-ils, le remède pire que le mal, que l'autodétermination ne soit appliquée que par étapes, avec des garanties de sécurité pour les deux parties. Pour M. Rusk d'ailleurs, qui l'a répété le 4 juillet dernier à la télévision, les rebelles du Vietcong ne sont qu'une minorité qui n'a pas droit à une plus large représentation que l'autre groupe sud-vietnamien "simplement parce qu'ils ont des fusils en main".

De toute façon, les Américains ne sauraient imaginer une solution du problème vietnamien qui ne garantirait pas leurs amis et les minorités — les catholiques, par exemple — contre leur élimination totale sur le plan politique, ou tout au moins contre les excès d'une majorité grise par sa victoire et encline à exercer de cruels représailles contre tous ceux qui l'ont combattue. Ce sont des garanties similaires que les Soviétiques, à l'heure de la réunification allemande, exigent pour leurs amis de Berlin-Est. Les Français n'ont consenti eux-mêmes à l'autodétermination des Algériens musulmans qu'après avoir négocié des accords visant, précédent pas très convaincant, à garantir les droits de la minorité européenne et le maintien de leur influence en Algérie.

Autodétermination et paix mondiale

Si justifiée qu'elle soit, l'autodétermination d'un peuple n'est pas un "bien absolu" dont la recherche exigerait que tout lui fut sacrifié. La paix internationale constitue un "bien d'un ordre supérieur", le "bien commun" de tous les peuples, qui a prééminence sur celui de chaque peuple en particulier. Or la paix repose toujours essentiellement sur le respect par les grandes puissances d'un certain équilibre général de leurs forces et de leur influence sur tous les points du globe. Le maintien de cet équilibre est d'ailleurs

considéré par celles-ci comme une question de vie ou de mort; elles ne sauraient donc en admettre la rupture brutale.

Car c'est la peur qui commande le plus souvent l'attitude des grandes puissances; c'est la peur qui les pousse à surmonter et finalement à violer les droits des autres peuples et même les droits de l'homme. Elle explique aujourd'hui en grande partie pourquoi les Américains semblent résolus à tout pour empêcher que les pays du Sud-Est asiatique ne tombent les uns après les autres sous l'emprise du communisme et ne viennent ainsi renforcer militairement le camp de ceux qui revendent d'être les fossoyeurs du monde capitaliste.

Comment concilier dès lors la détermination des Vietnamiens de se libérer de toute dépendance à l'égard de l'étranger et la volonté des Américains de sauvegarder en Asie un équilibre des forces dont la paix du monde leur paraît dépendre, sinon par une neutralisation collective et garantie du Vietnam du Sud tout d'abord, puis de l'ensemble du Vietnam ?

Autodétermination des Vietnamiens et neutralisation du Vietnam, garantie contre toute ingérence extérieure; ces principes sont précisément à la base des accords de Genève, qui ont mis fin le 21 juillet 1954 à la première guerre d'Indochine. Ils en constituent même la substance au point qu'on ne peut guère invoquer l'un quelconque des treize articles de la déclaration finale de la conférence, qui ne consacre l'un et l'autre de ces principes notamment l'article 7 pour l'autodétermination et la réunification, l'article 5 pour la neutralisation, l'article 12 pour la non-ingérence extérieure, qui conditionne l'une et l'autre.

Les États-Unis et les accords de Genève

Toutes les parties intéressées sont déjà intimement convaincues qu'il faudra revenir un jour ou l'autre à des accords, y compris les États-Unis, qui ne les ont pas signés parce qu'ils faisaient, selon eux, la part trop belle aux rebelles communistes du Vietnam, mais qui se sont engagés à s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force pour les modifier. Il est vrai que chacun les interprète à sa manière. Les Chinois n'y voient qu'une étape vers une nouvelle expansion du communisme dans le Sud-Est asiatique et l'éviction totale des Occidentaux; les Américains au contraire les considèrent comme l'ultime barrage dressé sur le 17e parallèle contre le flot communiste.

Les Américains et les Chinois seraient-ils seuls, les chances d'un compromis seraient minces. Mais, en dépit de leur position, le leur faut tenir compte du reste du monde, qui commence à discerner les principes à respecter et les compromis à rechercher.

Il ne semble douteux pour personne que, dans une première étape, le Vietnam du Sud doive, quelques années encore, rester séparé du Nord avec sa voie propre, comme le demandent les Américains, et qu'il se neutralise de ses propres épaules à la confrontation Washington-Pékin.

Mais il est certain également qu'en l'absence de tout appui étranger, économique et militaire, aucun régime ne pourrait subsister longtemps à Saigon s'il n'avait l'adhésion de la grande majorité des Sud-Vietnamiens, ce qui suppose un large accord de tous les éléments représentatifs de la population parmi lesquels, en premier lieu, le Front national de libération.

Puis la réunification du Vietnam devra se faire un jour ou l'autre, comme en Corée et en Allemagne. Mais personne n'ignore des deux côtés de la barrière que de telles réunifications exigent du temps et de la patience, et qu'elles ne pourront se réaliser que progressivement, dans la mesure où les deux régimes du Nord et du Sud de l'Est et de l'Ouest en Allemagne) évolueront suffisamment à la rencontre l'un de l'autre pour qu'ils puissent envisager de coopérer dans le cadre d'une confédération dont les dirigeants seront d'accord pour refuser de participer à l'affrontement des grandes puissances. Ce qui n'empêche nullement qu'entre-temps des liens seraient établis entre les deux régimes, notamment sur le plan économique, de telle sorte qu'ils facilitent et préparent le rapprochement de l'avenir.

La position du FNL

Les dirigeants du F.N.L. ont manifesté à cet égard des dispositions réalistes. C'est ainsi que dans une interview publiée par l'Express, M. Huynh Tan Phat, secrétaire général du F.N.L., a pu souhaiter l'instauration d'un régime conforme aux aspirations du plus grand nombre de nos compatriotes, c'est-à-dire d'un régime neutre et démocratique. Il ajoutait : "Nous sommes favorables à l'idée d'un bloc neutre avec le Laos et le Cambodge."

Évoquant la question de la réunification, il précisait : "Nous ne posons pas le problème de la réunification avant très longtemps. On peut même prévoir que le régime économique et politique que nous instaurerons au Sud-Vietnam, à mesure qu'il se consolidera, sera de plus en plus différent de celui du Nord. Cela retardera la réunification. Mais nous ne pouvons attendre que nos conditions favorables existent. Pour commencer, nous établirons, par étapes, des échanges économiques et culturels. Le moment venu, la négociation pour la réunification se fera sur des bases excluant l'annexion d'une zone par l'autre." Mais il conclut : "Attention, comprenons bien, ce que nous refusons, c'est que la conférence qui se réunirait sans nous."

Les dirigeants de Hanoi manifestent des dispositions semblables. Dernièrement encore, M. Ho Chi Minh, président de la République nord-vietnamienne, réaffirmait dans une interview au Daily Worker que toute solution de la question vietnamienne devait être fondée sur les accords de Genève, toujours valables à son avis. Il ajoutait : "Aucune base militaire sous le contrôle d'un Etat étranger ne doit être établie au Vietnam. Le Vietnam ne participera à aucune alliance militaire."

Quant à la Chine communiste, elle a déjà trop donné de preuves de son réalisme et de

DES IDÉES DES ÉVÉNEMENTS ET DES HOMMES

LÉTRE DE GRANDE-BRETAGNE

La déconcentration industrielle, bien amorcée, appelle la création de plusieurs villes nouvelles

de notre correspondant Paul GINESTIER

LONDRES — Peu à peu, le bon sens se combinant avec les pressions économiques, un processus de déconcentration s'amorce qui va décaler un peu la gigantesque agglomération londonienne. Créé il y a deux ans pour aider les firmes à s'établir dans de nouveaux locaux hors de la capitale, le service gouvernemental annonce qu'il a déjà eu des demandes d'un millier d'entreprises, employant plus de 100.000 personnes au total. Si tous ces gens quittent Londres avec leurs familles, cela fait un dégauchement de 300.000 habitants environ. Les uns s'installeront à 100 kilomètres de la métropole, mais d'autres vont beaucoup plus loin : on cite le cas d'une grande entreprise qui déplace tous ses bureaux, comprenant 2.000 employés, pour s'installer à Sunderland, à 300 kilomètres au nord-est de Londres, et cela signifiera, dans ce cas précis, une économie annuelle de £ 375 (\$1.200) par employé ! Naturellement, une partie de cette économie pourra être repassée aux "déménages" sous forme de hausse de salaire. Il se trouve, en effet, que le prix de bureaux, révisé à Londres uniquement par la loi de l'offre et de la demande, devient absolument prohibitif, revenant à £ 22 par mètre carré par an (\$70), et il continue à augmenter, si bien que, dans le dernier trimestre seulement, un nombre record de 53 entreprises, ayant au total un personnel de 3.800 employés, ont pris la décision d'aller porter ailleurs leurs pétales.

L'on projette d'ailleurs 4 nouvelles villes, l'une au centre du pays de Galles, l'autre au sud de Glasgow et deux autres dans le nord-est : ces villes, d'environ 50.000 habitants chacune, auront sans doute la fameuse disposition en couronne et en étoile. Par lant d'une autoroute en couronne, des rues en étoile comme les rayons d'une roue convergeront vers un centre d'où seront bannies les voitures et où l'on trouvera les quartiers d'affaires et les magasins. Ces rues seront des impasses et se termineront par des parkings à la lisière du quartier d'affaires. Les quartiers d'habitation se situeront à l'intérieur de l'autoroute et le long des rues en étoile, les usines seront toutes à l'est (car les vents dominants soufflent de l'ouest) et à l'extérieur de l'autoroute.

La bataille du charbon

Autre conversion, celle des mines de charbon où l'on assiste à une curieuse course de vitesse entre "développeurs" et "malthusiens". Les premiers, sous la direction de Lord Robens, maintiennent contre vent et marée l'objectif "permanent" d'une production annuelle de 200 millions de tonnes et poussent à la mécanisation. En octobre, entrera en service à Worksop (comté de Nottingham) le premier puits de mine entièrement automatisé, qui a coûté 18 millions de £ (\$58 millions) à équiper. Cette houillère fonctionnera sans personnel durant 18 heures par jour, les 6 autres heures étant consacrées à l'entretien. Tout marchera tout seul surveillé par des caméras de TV qui, par un système de circuits, maintiendront l'objectif "permanent" d'une production annuelle de 200 millions de tonnes et poussent à la mécanisation. En octobre, entrera en service à Worksop (comté de Nottingham) le premier puits de mine entièrement automatisé, qui a coûté 18 millions de £ (\$58 millions) à équiper. Cette houillère fonctionnera sans personnel durant 18 heures par jour, les 6 autres heures étant consacrées à l'entretien. Tout marchera tout seul surveillé par des caméras de TV qui, par un système de circuits, maintiendront l'objectif "permanent" d'une production annuelle de 200 millions de tonnes et poussent à la mécanisation.

La Bible vous parle

Ceux qui d'avance il a discernés, Dieu les a aussi prédestinés à reproduire l'image de son Fils, afin qu'il soit l'aimé d'une multitude de frères. (Rom 8, 29)

Textes choisis par la Société Catholique de la Bible.

Que votre cœur cesse de se troubler ! Croyez en Dieu, croyez aussi en moi. (Jn 14, 1)

Textes choisis par la Société Catholique de la Bible.

La colère de Dieu se manifeste du haut du ciel contre toute impiété et toute injustice des hommes qui tiennent la vérité captive dans l'injustice. (Rom 1, 18)

Textes choisis par la Société Catholique de la Bible.

OSCAR

LES SAMEDIS PÉDAGOGIQUES

BEAUCHEMIN

2^e COURS D'ÉTÉ

SUR "LA LECTURE PAR LA METHODE DU SABLIER"

à la librairie BEAUCHEMIN Limitée

450, avenue Beaumont, Montréal

SAMEDI, LE 14 AOÛT

9h.15 A.M. M. Claude Montagne, invité d'honneur : "La ré-éducation des dyslexiques"

10h.15 A.M. "Applications Méthodologiques" par les auteurs : M. et Mme Robert Préfontaine

Grand parc de stationnement gratuit !

Pour plus de détails, veuillez composer

273-5181, poste 25

Le condominium permet à l'individu de mieux participer à la vie urbaine

par Claude-Armand SHEPPARD, avocat

On commence à parler du condominium au Québec. Depuis quelques années, mais avec de plus en plus d'effets, une poignée de juristes, de courtiers en immeubles et de constructeurs prônent les mérites de cette forme de copropriété. Il est probable que Habitat 67 soit le premier grand édifice québécois ainsi vendu. Il serait même question de certaines modifications au Code civil pour faciliter cette forme de propriété collective.

De quoi s'agit-il ? Le dictionnaire nous enseigne que condominium est un mot latin qui veut dire propriété en commun. Mais tel qu'utilisé dans la pratique immobilière, le condominium est tout autre chose qu'une pure propriété collective. En effet, par condominium, on entend les droits de propriété que possèdent les propriétaires individuels d'appartements, de maisons ou d'établissements commerciaux sur le sol, les ouvrages et l'équipement communs à l'ensemble. Il y a donc condominium quand les divisions physiques d'un ensemble sont vendues séparément mais avec droit de copropriété sur tout ce qui est commun. Normalement, cette formule est utilisée pour des immeubles de rapport dont les appartements sont vendus à leurs occupants qui acquièrent également la copropriété du sol, de certaines structures, de l'équipement de chauffage et de l'entretien, et de services tels que la piscine et la salle de réception.

Comme le signale le notaire Jean-Guy Cardinal dans son étude "La propriété par étage", nous sommes en présence d'une double propriété : la propriété divise de l'appartement ou de l'étage occupé et la propriété

divise des parties communes. Il y a exclusive et copropriété, dont l'une n'est concevable qu'en fonction de l'autre.

D'ailleurs le condominium est une formule flexible qui pourrait s'appliquer le cas échéant à un gratte-ciel, à un centre d'achats ou même à un ensemble de maisons unifamiliales. Ainsi, par exemple, en Ontario et au Nouveau-Brunswick, il existe des ensembles de bungalows où de maisons mitoyennes dont les propriétés jouissent également en copropriété des parcs, chemins privés et autres services communs à tout l'ensemble.

Pourtant, malgré son antiquité (on la signalait déjà à Rome) et sa popularité en Europe, en Amérique du Sud et maintenant aux États-Unis, cette institution est toujours peu utilisée au Canada et pratiquement inconnue dans le Québec. Il convient de signaler toutefois que le droit français et

notre Code civil (à l'article 521) connaissent depuis toujours la propriété par étages, qui est une forme embryonnaire de condominium. Il n'y a donc rien de juridiquement révolutionnaire dans le condominium et si certains préconisent des modifications au Code civil, c'est plutôt pour combler certaines lacunes et mettre à jour certaines dispositions dépassées que pour instaurer une forme inédite de propriété.

Du point de vue pratique, le condominium présente des avantages importants qui ne manqueront pas d'être plus connus. Ce sont ces avantages qui le distinguent de sa parente pauvre, la propriété coopérative. La différence entre les deux, c'est que dans le cas de la propriété coopérative — et plusieurs exemples en existent à Montréal dont le dernier est le luxueux Port Royal — l'immeuble entier appartient à

une société ou à une compagnie qui vend des actions aux occupants d'une valeur correspondant à la valeur de l'appartement. Les occupants ne sont donc pas propriétaires de l'appartement mais seulement d'un nombre d'actions qui leur confèrent droit à un appartement particulier. Par contre, dans le condominium, l'occupant est propriétaire de son appartement dans tous les sens du mot. Il peut le vendre, l'hypothéquer, le léguer ou en disposer comme bon lui semble (sous réserve naturellement de toute convention entre copropriétaires pour assurer la bonne administration de l'ensemble). Chaque propriétaire est cotisé directement par les autorités compétentes pour les taxes foncières et scolaires attribuables à son appartement. Ces taxes ne tombent donc pas à la charge des autres copropriétaires advenant le défaut

(Suite à la page 13)

BILLET

Soyez le bienvenu, facteur !

Hier matin, j'ai rencontré mon facteur. Il est gentil, mon facteur ; il est fort aimable, mon facteur. Pourtant, son travail, tout bien pesé, n'est pas marrant. Porteur de bonnes et de moins bonnes nouvelles, distributeur de factures, certes, mais aussi de chèques qui aident à les payer, toute l'année, six jours sur sept, il me rend visite avec une persévérance que j'aimerais trouver chez mes amis.

Une fois l'an, bien sûr, il laisse son sac à la poste, sa casquette au porte-manteau et s'en va en famille, passer quelques jours de vacances. Et il envoie des cartes postales à ses amis. Mais même pendant cette absence, je reçois mon courrier.

Un peu plus tard peut-être, car son remplaçant connaît moins bien que lui le chemin de ma boîte aux lettres. Quand il revient et me rencontre, son visage basané s'illumine. On se retrouve. Je lui dis : "Vous avez passé de bonnes vacances ?" Et il me raconte.

Hier matin, j'ai retrouvé mon facteur. Il avait été absent pendant 17 jours mais ne rentrait pas de vacances. Je me suis enquis pourtant de ce qu'il avait fait, durant ces longues journées. Il a préféré n'en pas parler. Il est content de reprendre le travail. Moi aussi, j'étais content de le retrouver et me suis dit, naïf, que tous ses clients avaient dû lui faire un joyeux accueil.

"Que non, monsieur. Dans la plupart des maisons, j'ai mangé un paquet de bêtises. Des gens m'ont traité de chien, ou d'autres noms plus méchants encore, surtout en anglais ! Mais je n'ai pas discuté. Ça leur passera".

Ca leur passera, bien sûr, quand ils auront repris leurs égoïstes habitudes. Mais parce que j'aime bien mon facteur, je me prends à souhaiter que tous ces gens qui l'ont houspillé hier matin ne reçoivent par lui, pendant un an au moins, que des factures et jamais de chèques, que de désagréables missives et jamais de lettres d'amour.

OSCAR

AVIS AUX CONSIGNATAIRES

Les consignataires sont priés de se rendre aux bureaux des agents maritimes dont les noms sont inscrits ci-dessous, afin de se procurer leurs cartes d'avis, car les agents ont été dans l'impossibilité de leur faire parvenir, à cause de la grève des facteurs. La Fédération des Armateurs du Canada, sollicite, au nom des agents maritimes, votre collaboration, laquelle sera appréciée afin d'éviter l'encombrement des hangars du Port.

Nom du navire	Zone de chargement	Agent
TAZACORTE	Continent	B & K Shipping Agency Ltd.
PRINS CASIMIR	R.-U./Continent	
RUGDEFJELL	Continent	Canadian Overseas Shipping Ltd.
LUNDEFJELL	Scandinavie	
ERICH SCHROEDER	R.-U.	Canadian Pacific Steamships Ltd.
EMPRESS OF CANADA	Royaume-Uni	
LAURENTIA	R.-U./Cont.	Cunard Steamship Co. Ltd.
FRANCIA	R.-U./Cont.	
LEABETH	R.-U.	
EXIRIA	Méditerranée	Federal Shipping Agencies Ltd.
FLYING INDEPENDENT	Continent	
MANCHESTER Freighter	R.-U.	Furness, Withy & Co. Ltd.
MARY NUBEL	Continent	
THORSRAKE	Afrique du Sud	Kerr Steamships Ltd.
LEALOTT	Continent	
SPENSER	Amérique du Sud	
ARISTAGELOS	Mexique	
NETANYA	Continent	
ETROG	Méditerranée	March Shipping Company Ltd.
BIA RIVER	Afrique occidentale	
TROJALAND	Australie	
CLEMENT	Bésil	
TEVERYA	Extrême-Orient	
CITY OF HEREFORD	Extrême-Orient	McLean Kennedy Ltd.
MARENGO	Continent	
BATORY	Pologne	
RAMORE HEAD	R.-U.	
BASSANO	R.-U./Cont.	
LA PLATA MARU	Japon	Montreal Shipping Co. Ltd.
WOLFGANG RUSS	Cont.	
FISTINA	Méditerranée	
EFFIE MAERSK	Extrême-Orient	The Robert Reford Co. Ltd.
ZENICA	Méditerranée	
TOBIAS MAERSK	Extrême-Orient	
SUN CLIPPER	Amérique du Sud/Antilles	
SUN SEA HORSE	Amérique du Sud/Antilles	
SUNCORONA	Antilles/Amérique du Sud	
SUN VALLEY	Amérique du Sud/Antilles	Saguenay Shipping Ltd.
SUN AMELIA	Amérique du Sud/Antilles	
SUN RISE	Amérique du Sud/Antilles	
AMAZONAS	Méditerranée	
CLARITA SHROEDER	Méditerranée	
TRONSTAD	Continent	Shipping Ltd.
SPILTRA	Extrême-Orient	
BORGHOLM	Suède	Swedish American Line
AKITA MARU	Japon	Transworld Shipping Ltd.

LA GRÈVE DES FACTEURS ÉTANT TERMINÉE, CETTE ANNONCE EST PUBLIÉE POUR LA DERNIÈRE FOIS AUJOURD'HUI.

FEDERATION DES ARMATEURS DU CANADA, INC.

CHRONIQUE JURIDIQUE

PECK'S
SHERBROOKE près GUY

HEURES D'OUVERTURE:

du lundi au samedi

9 a.m. à 6 p.m.

NOTRE SEULE ET UNIQUE

VENTE

DE L'ANNEE

10% A 50% DE REDUCTION
SUR HAUTE-FIDELITE ET STEREO
AVEC ACCESSOIRES

Peck's offre au cours de sa vente annuelle des épargnes fantastiques sur cartouches, bras, tables tournantes, circuits, amplificateurs, haut-parleurs, systèmes de haut-parleurs et équipements de cabinets, comprenant des marques très connues telles :

Wharfedale	Cipher	Thorens
Garrard	Harmon-Kardon	KLH
Fisher	Trio	Scott
Tannoy	Dynakit	Sherwood
Roberts	Ampex	Marantz
Acoustic Research	Leak	Sony

30% DE REDUCTION
SUR TOUS LES DISQUES MICROSILLONS

(Plusieurs nouveautés que nous venons de recevoir)

20% A 50% DE REDUCTION
BANDES MAGNETIQUES

(Réduction spéciale sur bandes, \$1.98 chacune)

AUBAINE SPEC. SUR L.J. MICROSILLONS

RÉG. \$3.98 à \$6.98

POUR SEULEMENT **\$1.98**

Réduction substantielle sur :

CLIMATISSEURS POUR CHAMBRE — TELEVISEURS — RADIOS TRANSISTORS
MAGNETOPHONE — HUMIDIFICATEURS — RADIOS PHONOS PORTATIFS
CABINETS

Plan budgétaire si désiré

TREVOR PECK CO. LIMITED

1498 ouest, rue Sherbrooke

937-2325

Principal centre de haute-fidélité à Montréal

L'eau lourde: Deuterium se retire de la course

OTTAWA — La société Western Deuterium a abandonné le projet de construire une usine de production d'eau lourde d'une capacité annuelle de 300 tonnes. Les travaux devaient débuter à l'automne à Estivan, en Saskatchewan.

Aucun contrat définitif ne liait encore l'entreprise et la Commission canadienne de l'énergie atomique, qui a au-

noncé hier qu'elle s'adressera maintenant à une entreprise concurrente, Dynamic Power Corporation, de Calgary.

Western Deuterium estime ne pouvoir terminer ses travaux pour l'échéance requise, novembre 1967. Mais le facteur décisif tient à la demande croissante, au Canada et à l'étranger, de fertilisants pour lesquels des usines actuelles

ment projetées au Canada pourront produire à la fois une grande quantité d'ammoniac et d'eau lourde à des coûts inférieurs à ceux que pourrait rencontrer une usine ne devant produire que l'eau lourde.

La formule polyvalente déjà utilisée en France est riche de possibilités, souligne la commission qui a manifesté l'intention de poursuivre avec ce pays les entretiens que Western Deuterium avait amorcés avec lui. Une équipe de la commission doit se rendre en France à la mi-août.

Cependant, la commission doit faire face à la demande immédiate, notamment pour alimenter la centrale nucléaire de l'Hydro-Québec, à Piché, et c'est pourquoi Dynamic Power a été pressentie.

L'eau lourde est utilisée comme modérateur dans les centrales nucléaires canadiennes. Une usine de production d'une capacité annuelle de 200 tonnes a déjà été mise en chantier à Glace Bay, en Nouvelle-Écosse.

Le projet de Estivan est estimé à \$46 millions, un investissement garanti par le gouvernement de la Saskatchewan.

de 8.500 pages vendredi dernier. Une semaine plus tôt, la Gendarmerie canadienne lui avait remis les derniers 21 volumes.

"J'avais essayé de lire ces témoignages à partir du 22e volume, mais ce ne fut pas possible à cause des nombreuses références à des témoignages antérieurs, a dit le procureur.

Me Assaly espère pouvoir lire, au rythme de 100 ou 150 pages à l'heure, quelque trois ou quatre volumes par soirée.

"Le problème, a-t-il ajouté, c'est que j'ai d'autres clients et que je veux maintenir mon étude..."

L'enquête préliminaire de Raymond Denis n'aurait pas lieu le 19 août

OTTAWA — Tout indique que l'enquête préliminaire de Raymond Denis, prévue pour le 19 août, sera remise à plus tard, probablement en septembre. L'avocat de l'ancien chef de cabinet du ministre de l'immigration a déclaré hier qu'il avait bien reçu la copie anglaise complète des témoignages donnés devant la commission Dorian mais qu'il ne pourra en terminer la lecture pour le 19 août. Me Louis Assaly a ajouté: "Nous ne serons pas prêts à procéder avant septembre."

M. Assaly a dit qu'il avait finalement reçu les 21 premiers volumes de la traduction

Un rapport recommande un nouvel ensemble administratif à Ottawa

OTTAWA — Un rapport recommande le remaniement de la structure administrative de la capitale et sa fusion avec 16 autres municipalités qui ne constitueraient plus qu'une administration régionale.

M. W. J. Spooner, ministre onarien des affaires municipales, a remis le rapport aux gouvernements des municipalités intéressées. Voici les principales recommandations formulées par le commissaire M. V. Jones:

Les présentes administrations et frontières des 17 municipalités, depuis Ottawa, comptant un maire, quatre commissaires et 20 échelons, jusqu'aux conseils de cantons seront remplacées par un conseil régional et des conseils de district.

L'enseignement élémentaire et secondaire dans les 1.060 milles carrés de la région relèvera d'un seul conseil de l'instruction. Toutes ces administrations ont présentement leurs commissions scolaires. Ottawa en possède trois.

Le transport public et le stationnement incombent actuellement au conseil régional et il ne sera plus nécessaire que ces services soient désormais rentables.

Tous les conseils, bureaux et commissions disparaîtront. À l'exception des commissions hospitalières, tous ces services relèveront de la compétence du conseil régional.

Le commissaire Jones a déclaré dans une interview que son projet diffère de toutes les formes d'administration municipale de la province. Contrairement à ce que l'on a pratiqué

pour le district métropolitain de Toronto, où les frontières municipales ont été laissées intactes, toute la carte municipale d'Ottawa sera remaniée.

M. Spooner fait observer que son rapport ne contraignait ni le gouvernement provincial ni les municipalités.

On pourra y donner suite avec ou sans amendement.

OTTAWA — Le ministre du revenu M. Benson a accusé le chef de l'opposition d'avoir fait une déclaration fautive durant le conflit postal, mais comme il n'existe aucun recours juridique contre une telle accusation M. Diefenbaker estime que le ministre a beau jeu de défier de le citer en cour.

M. Benson a nié en effet samedi que le bureau de recherches de la commission du "service civil" sur les salaires ait jamais recommandé une hausse annuelle de \$600 pour les pos-

tiels, comme l'a affirmé le chef conservateur.

Il soutient au contraire que ce bureau ne s'est pas requis de faire des recommandations mais que celles de la commission elle-même, qui variaient de \$300 à \$360, furent suivies à la lettre.

M. Diefenbaker a sommé hier le gouvernement de rendre publics les résultats des études comparatives que le Bureau a remises à la commission.

"Ce serait plus simple que de couper un cheveu en quatre", a déclaré M. Diefenbaker.

LES APPELS INTERURBAINS SONT ACHÉMINÉS PLUS VITE par CID

(COMPOSITION INTERURBAINE DIRECTE)

La compagnie Bell publie cette annonce dans le but de rappeler à ses abonnés qu'il existe un moyen d'aller plus vite et d'économiser.

1. Appels d'affaires. Même si beaucoup de ces appels sont destinés à une personne en particulier, l'expérience démontre que la personne qui appelle parlera d'ordinaire à quelqu'un d'autre si la personne demandée n'est pas disponible. Comme les appels par CID coûtent moins cher que les appels "de personne à personne", vous pouvez, par conséquent, économiser en appelant directement.

Si la ligne est occupée (tout comme cela peut se produire pour les appels locaux), vous n'avez qu'à composer de nouveau le numéro quelques minutes plus tard. Lorsque la communication n'est pas établie, il n'y a pas de frais d'exigés.

2. Autres appels. Comme pour les appels d'affaires, vous épargnez du temps en faisant vos autres appels par composition directe. Cela est vrai des appels à des membres de votre famille, à des amis, ou pour faire des réservations, etc.

En règle générale, le point le plus important à se rappeler, c'est que la composition interurbaine directe rend les appels interurbains aussi rapides et faciles que les appels locaux: si la ligne est libre, la communication s'établit; sinon, il suffit de composer le numéro de nouveau!

BELL



D'UN OCEAN A L'AUTRE

Deux premiers prix à Monique Leyrac à Sopot

VARSOVIE — Le festival international de la chanson de Sopot s'est terminé hier.

C'est une Canadienne de langue française, Monique Leyrac, qui a cumulé les deux premiers prix pour ses interprétations de la chanson polonaise "La petite mélodie" et de la chanson canadienne "Mon Pays".

Au palmarès viennent ensuite Edward Chlil (URSS), Niki Kamba (Grèce), Patsy Ann Noble (Grande-Bretagne) et Jean Turner (E.U.).

Colombie-Britannique

OTTAWA — "Depuis l'entrée de la Colombie-Britannique dans la Confédération en 1871, les politiques du gouvernement canadien ont-elles favorisé ou entravé le développement de la province?"

Telle est l'une des 20 questions que le député libéral de Vancouver-Burrard, M. Ron Basford, vient d'adresser aux 20.876 foyers de sa circonscription. Il demande en outre à ses électeurs: "Les hommes politiques de la Colombie-Britannique devraient-ils menacer Ottawa de sécession?" Et encore: "Êtes-vous contents que le Canada ait son drapeau national?" Ou bien: "Aimez-vous que vos enfants puissent parler français?"

Transport des voyageurs

MOOSE JAW — Le député néo-démocrate de Port-Arthur, M. Douglas Fisher, a exhorté les employés du Pacifique canadien à s'opposer au projet de loi fédéral visant à permettre l'abandon de certains embranchements de chemin de fer.

Soulignant que certains embranchements ne sont plus rentables, le député fédéral a toutefois affirmé que leur abandon pourrait signifier un désastre pour les endroits qu'ils desservent. M. Fisher a exprimé l'avis que tous les chemins de fer du Canada devraient s'unir pour former une association unique dans le but de négocier avec leurs employeurs et de communiquer avec le gouvernement fédéral.

Achat de bovins

NEVERS — Pour la première fois, le Canada vient de procéder à l'achat de bovins reproducteurs. Charolais, 122 sujets au total, un tiers de mâles et deux tiers de femelles. Hier, dans les nouveaux locaux du lycée agricole de Magny-Cours (Nièvre) a eu lieu un rassemblement de 70 bêtes en provenance des principaux élevages de la Nièvre et du Cher, un autre devant se dérouler aujourd'hui à Moulins.

Les Acadiens

MONCTON — Le secrétaire de la Société nationale des Acadiens vient d'annoncer l'élection de six nouveaux membres de la fédération acadienne. Il s'agit de M. Louis Lebel, juge de la Cour du Madawaska, de la Cour juvénile et de la Cour de succession, président de la Société nationale des Acadiens de 1957 à 1964; Mgr Paul-Emile Gosselin, secrétaire du Conseil de vie française et animateur de ce mouvement en Acadie; M. Willis Béliveau, professeur au collège Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse; Mgr Livain Chasson, animateur du mouvement coopératif en Acadie; le juge Aubin Arsenault, ancien premier ministre et procureur général de l'Île-du-Prince-Édouard; le juge Enoil Michaud, ancien ministre au fédéral et au provincial, juge en chef de la Cour du banc de la reine au Nouveau-Brunswick.

Bilinguisme

VICTORIA — La jeunesse du pays croit plus en Canada bilingue que la génération plus âgée. C'est l'avis général d'une quinzaine de jeunes scouts québécois, d'expression française, au terme d'un voyage de six semaines à travers le pays, pour sonder l'opinion publique sur le bilinguisme et le biculturalisme. Les 15 scouts routiers de Nicolet, au Québec, ont effectué leur tournée grâce à une bourse de \$3.500 accordée par la Commission canadienne du centenaire. Le porte-parole du groupe, M. Elie Arsenault, 21 ans, a précisé que les jeunes "voient généralement moins de problèmes au sujet du bilinguisme que les plus âgés. Je ne sais pas pourquoi, a-t-il ajouté, mais beaucoup de personnes âgées semblent y être opposées, tandis que la jeunesse est en faveur".

Japon-Canada

TOKYO — Le Japon a accepté la demande du Canada de tenir la 4e conférence ministérielle nippo-canadienne les 23 et 24 septembre à Ottawa, afin de discuter d'une expansion des échanges entre les deux pays, apprend-on dans les milieux proches du ministère des affaires étrangères japonais. Le Japon sera représenté par son ministre des affaires étrangères, M. Eisusaburo Shiina, ainsi que par les ministres de l'Agriculture, des finances et du plan. Le Japon voudrait que le Canada augmente ses importations de machines à coudre, de postes transistors, de produits sidérurgiques et d'instruments optiques, notamment.

M. Martin et les élections

OTTAWA — Le ministre des affaires étrangères du Canada estime que le parti libéral va conserver le pouvoir durant encore 19 ans et demi. Comme on lui demandait s'il voit la nécessité d'élections, il a répondu qu'il ne voyait pas la nécessité des élections, ajoutant aussitôt qu'il ne croit pas davantage à la "permanence du gouvernement".

Conférence de Pugwash

PUGWASH (N.E.) — Professeurs, savants, hommes de sciences d'une dizaine d'universités et de "colleges" des États-Unis prennent part au colloque sur la Chine qui s'inscrit dans la 25e conférence de Pugwash, organisée par l'Association des collèges américains et placée sous les auspices de l'industriel Cyrus Eaton. Cette année, les participants étudieront particulièrement l'opportunité d'inscrire aux programmes académiques des institutions nord-américaines des études qui ne sont pas spécifiquement occidentales.

Outils de construction

L'Association canadienne de la construction a félicité le gouvernement fédéral d'avoir consenti à faire entrer l'outil de construction fabriqué à l'étranger dans les éléments, admis à l'assurance aux crédits à l'exportation, des travaux exécutés outre-mer. Cette assurance qui concerne le paiement des travaux étrangers aide les entrepreneurs à obtenir les fonds nécessaires au financement de ce genre d'activité. Le président de l'A.C.C., Neville R. Williams, de Winnipeg, a fait remarquer que souvent l'outil est le facteur clef, dans l'exécution des travaux de génie. "Il arrivait souvent qu'il ne fût pas possible d'utiliser de l'outil fabriqué au Canada, le seul qui auparavant était admis à l'assurance d'un crédit à l'exportation. Ceci favorisait gravement les entrepreneurs canadiens lorsqu'ils se trouvaient en concurrence avec ceux des autres pays."

Le ministre de l'éducation, M. Trapp, a rappelé qu'en ce moment, les écoles de la Saskatchewan peuvent dispenser l'enseignement du français comme matière d'études une heure par jour.

Les députés du Québec reçoivent \$15,000 de plus que ceux de l'Île-du-P.-Édouard

Les députés de l'Assemblée législative du Québec touchent maintenant \$6,000 de plus que ceux de l'Ontario et \$15,000 de plus que ceux de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les députés québécois se sont vus verser une hausse de traitement de \$3,000 qui rend leur indemnité parlementaire au même niveau que celle des députés fédéraux: \$18,000 dont \$6,000 considérés comme allocations de dépenses, donc exempts de l'impôt.

En Ontario, les députés provinciaux reçoivent actuellement un traitement de \$8,000

par année auquel s'ajoutent des allocations de dépenses de \$4,000 pour les députés de l'extérieur de Toronto et de \$3,000 pour ceux de la région torontoise.

Ce sont les députés de la Colombie-Britannique qui sont les mieux payés après ceux du Québec et de l'Ontario; ils reçoivent \$6,500 par session plus un montant de \$1,500 comme allocations de téléphone, de téléphone et de pensions.

L'indemnité parlementaire des députés de Terre-Neuve est de \$6,500 tandis que celles des élus en Saskatchewan est de \$6,000.

Les députés de l'Alberta reçoivent \$3,600 pour \$1,800 comme allocations de dépenses; à ce montant s'ajoute tou-

tefois une somme de \$15 par jour de session lorsque le député est obligatoirement absent de son lieu de résidence ordinaire.

Les traitements des députés manitobains sont de \$3,200 plus des allocations s'élevant à \$1,600.

Au Nouveau-Brunswick, l'indemnité parlementaire est de \$3,400 et les députés touchent \$1,700 comme frais de déplacements.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse verse \$4,000 par session à ses députés plus un dédommagement de \$2,000 pour ses dépenses. Les élus de l'Île-du-Prince-Édouard reçoivent \$2,000 plus mille dollars de dépenses; ce dernier montant est exempt d'impôt.

Saskatchewan: le français, langue d'enseignement?

REGINA — Le gouvernement de la Saskatchewan a demandé à un comité spécial d'étudier le problème du français dans cette province, à la fois comme matière à enseigner et comme langue d'enseignement.

Le Dr J. W. Tait, de Regina, qui fut plusieurs années directeur du service de formation professionnelle au ministère de l'éducation, présidera la commission qui comprendra en outre M. R. A. Lalonde, de St-Victor, W. J. Patterson, de Regina, et S. T. Shabbits, de Yorkton. Un cinquième membre du comité sera nommé incessamment.

Le ministre de l'éducation, M. Trapp, a rappelé qu'en ce moment, les écoles de la Saskatchewan peuvent dispenser l'enseignement du français comme matière d'études une heure par jour.

Radio-Canada veut donner le service de la TV française aux Acadiens du Cap Breton

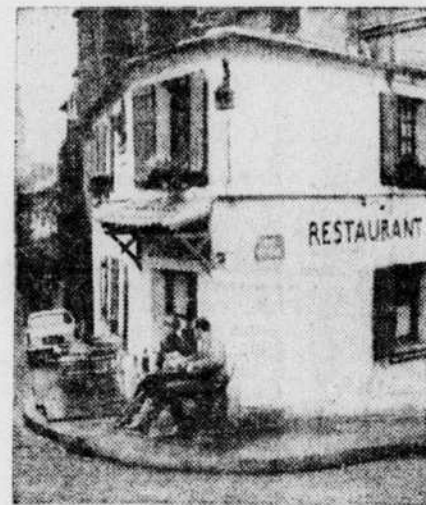
OTTAWA — La Société Radio-Canada a demandé au ministre fédéral des transports (responsable des communications) l'autorisation d'établir une station de relais de 30.000 watts en Nouvelle-Écosse afin d'assurer un service en français à quelque 10.000 Acadiens de cette partie des Maritimes. La station serait érigée à Boisdale, à 40 milles au sud-ouest de Sydney, et achèverait les émissions du réseau déjà transmises par la station de Cheticamp, d'une puissance de 7.900 watts. Ce dernier transmetteur a été construit principalement pour acheminer les émissions vers les îles de la Madeleine, bien qu'il desservait également les Acadiens vivant sur la côte occidentale du Cap Breton. Mais les montages du cap couvrent les autres Acadiens du service. La station de Boisdale, beaucoup plus puissante que celle de Cheticamp et mieux située, donnerait le service à tous les

Acadiens de l'île, par la côte nord-est de la péninsule de Canso.

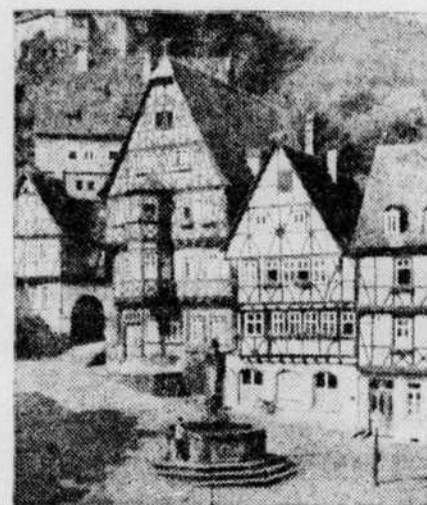
Dans la population de 155.000 habitants visée par le projet, il y a environ 10.000 Acadiens, a déclaré le porte-parole de Radio-Canada. De nombreuses demandes pour un service français sont parvenues à la Société de Sydney, Glace Bay et New Waterford.

Radio-Canada a également demandé au ministre des transports la permission d'établir une station de relais pour les émissions de langue anglaise à Port-au-Basques, à Terre-Neuve, et deux autres stations de télévision à Geraldton et Manitowadge, dans la partie centrale du nord de l'Ontario. La Société projette d'ajouter plus tard deux autres stations de relais à Wawa et à Marathon, dans la même région.

On prévoit que ces requêtes de la Société seront étudiées en novembre par le Bureau des gouvernements de la radiodiffusion.



EN FRANCE, vous commencerez en beauté vos vacances européennes. Paris vous attend avec ses bistrots sympathiques et ses monuments prestigieux, ses boulevards animés et sa Seine nonchalante. Le vol quotidien Europe 870 d'Air Canada relie Montréal à Paris sans escale.



EN ALLEMAGNE, où le médiéval et l'ultra-moderne se côtoient, vous dégusterez les fameux vins du Rhin et vous entendrez, dans les festivals célèbres, les chefs-d'œuvre de la musique. Le vol-jet Europe 870 d'Air Canada part tous les jours pour l'Allemagne.



EN GRANDE-BRETAGNE ET EN IRLANDE, les pittoresques marchés de Londres, les landes sauvages d'Écosse et les collines d'émeraude de la verte Erin. Air Canada (et BOAC) vous offrent un plus grand choix de vols que jamais à destination des îles Britanniques.

L'EUROPE est à vous cet automne

Allez-y par le vol Europe 870 d'Air Canada

À l'automne, la foule est répartie et vous pourrez savourer tout à votre aise la douceur de vivre en Europe. Et, par le vol-jet quotidien Europe 870 d'Air Canada, vous aurez, dès le départ, un avant-goût des plaisirs qui vous attendent sur le Vieux Continent!



EN SUISSE ET EN AUTRICHE, vous découvrirez de coquets villages où tout a l'air d'un décor d'opéra avec, toile de fond, les Alpes majestueuses. Votre billet d'Air Canada pour Zurich ou Vienne vous permettra de vous arrêter en route pour visiter sans supplément une demi-douzaine d'autres villes.



L'ITALIE, un rythme de vie qui vous ira à ravir. Les belles plages de la Riviera Italienne vous enchanteront. Grâce à Air Canada et les compagnies de correspondance en Europe, vous pouvez vous rendre où le cœur vous en dit.



VOYEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES. Il vous parlera des très bas prix d'Air Canada et de son plan "Voyagez maintenant—Payez plus tard". Décidez donc, dès aujourd'hui, d'aller en Europe cet automne.

Pour un avant-goût de l'Europe...

AIR CANADA

LES PLUS BEAUX VOYAGES À MEILLEURS PRIX

LA GRANDE AGENCE DU CANADA FRANÇAIS VOYAGES DE NOCES VACANCES SERVICE GRATUIT 9 A.M. À 9 P.M.

VOYAGES TRAVELAIDE

LE PASSEPORT PARFAIT POUR LE PLAISIR DE VOYAGER

B. A. TURCOTTE, PRÉSIDENT JULES DESMARAIS, SEC.-GEN.

1010 OUEST, STE-CATHERINE, MONTREAL 2

UN. 1-7272

Sur le parcours du Royal de Montréal

L'Omnium de l'APGC démarre demain avec la journée pro-amateur et un record de 191 inscriptions, 13 anciens champions

Treize anciens champions, qui ont collectivement gagné le tournoi de l'Association professionnelle de golf du Canada participeront au tournoi cette année. La com-

APRÈS LE TOUR

Rusconi et Marinoni s'installent au Canada

Giuseppe MARINONI et Bruno RUSCONI sont tombés en amour avec le Canada et ont décidé de s'y installer définitivement.

Ces deux coureurs, on le sait, faisaient partie de l'équipe italienne lors du dernier Tour du St-Laurent, qui s'est terminé dimanche.

Marinoni, qui a remporté la deuxième étape du Tour (Rivière-du-Loup-Lévis) est âgé de 27 ans et fait de la compétition

cycliste depuis 10 ans. Il est natif de Bergamo et est tailleur de son métier. En 1958, il remporta le Championnat de la Lombardie, devant 130 sélectionnés de la région qui comptent plus de 1000 coureurs cyclistes. L'an dernier, il remporta les 1re et dernières étapes du Circuit des Mines, en France, course de neuf étapes.

Bruno RUSCONI, a fêté ses 24 ans au mois de juin et fait de la compétition depuis 4 ans. Il est natif de Como et est tourneur mécanique de son métier. Son palmarès, cette année, montre quatre victoires dans des courses de 100 à 125 milles. Rusconi devait abandonner le Tour du St-Laurent dans la 7e étape (Gravelly-Valleyfield) après s'être luxé un muscle du genou droit deux jours auparavant.

Federico CORNELLI, le sympathique propriétaire du VÉLO-CLUB CORNELLI et l'organisateur de la fameuse course de l'OMNIUM CORNELLI et celui qui a fait venir le célèbre Gino BARTALI à Montréal a demandé à l'U.C.C. l'admission de ces deux coureurs dans son club.

Marinoni et Rusconi, qui prodigueront leurs conseils aux jeunes du Vélo-Club Cornelli se sont inscrits pour la grande classique Québec-Montréal, organisée par René Paquin qui se déroulera dimanche prochain.

Ces deux foudroyants coureurs italiens ont avoué avoir été très impressionnés par Pierre Dandré, Joe Jones et Aurelio Battello et voient en Domenico Muro un futur championnisme.

Il y aura définitivement beaucoup d'action dans le monde du cyclisme d'ici la fin de la saison.

Les Tiffosi italiens auront deux raisons de plus pour démontrer leur enthousiasme.

pétition démarre demain au club Royal Montréal. Les joueurs se disputent une bourse globale de \$15.000 et la plaque Seagram. "C'est probablement un fait unique en Amérique de réunir autant d'anciens champions dans le même tournoi" dit souligner le président Pat Fletcher de l'Association. "De plus nous avons un record de 191 inscriptions, battant l'ancienne marque par 39 joueurs."

De la liste des joueurs professionnels 72 ont été choisis pour participer au tournoi d'une journée pro-amateur demain. Cette compétition commencera à une heure. Les professionnels commenceront leur propre tournoi jeudi avec une ronde de 18 trous. Des rondes identiques seront présentées vendredi et samedi.

Au nombre des dernières inscriptions reçues l'on remarque les noms de Jules Huot de Laval-sur-le-Lac; Stan Horne d'Islesmere, gagnant à trois reprises; Willie Lamb de Toronto, vainqueur de ce tournoi cinq fois; Bill Kerr de Beaconsfield, le titulaire chez les seniors; Henry Martell d'Edmonton et Gordon Brydson de Mississauga, gagnants deux fois chacun; et Dick O'Brien de Hamilton, Rodolph Huot de Québec, Bob Burns de Ridgeway, Ontario, et Pat Fletcher, qui ont tous remporté la victoire une fois dans cette compétition.

De grands champions comme Stan Leonard de Vancouver, le vainqueur en 1940, 41, 50, 51, 54, 57, 59 et 61 et Al Balding, gagnant en 1955, 56 et 63 ainsi que Alvie Thompson de Toronto, qui a gagné la plaque Seagram avec un 64 en éliminatoire il y a trois ans, seront également sur les lieux.

Au cours des douze dernières années la plaque Seagram a été gagnée par des joueurs de l'est six fois et six autres fois par des représentants de l'ouest.

Première fois en 15 ans

C'est la première fois que le tournoi de l'Association est présenté dans le district de Montréal en 15 ans et l'entrée sera gratuite. Les organisateurs prévoient une assistance record. Tout est prêt pour ce grand spectacle de golf. Demain, ce sera le tournoi pro-amateur puis la compétition professionnelle de 54 trous suivra jeudi, vendredi et samedi. S'il y a une égalité après les trois rondes

réglementaires, une éliminatoire de dix-huit trous décidera du vainqueur dimanche.

"A la veille du tournoi, je tiens à remercier vivement M. Matthew Hannon, président du club Royal Montréal et tous les directeurs pour la splendide opération qu'ils nous ont fournie dans l'organisation de ce championnat canadien" dit le président Fletcher de l'Association. "Et, évidemment, l'appui financier de la maison Seagram et l'aide de nos directeurs honoraires ont aussi permis de faire de ce tournoi une compétition de première importance."

COUPE WELLINGTON

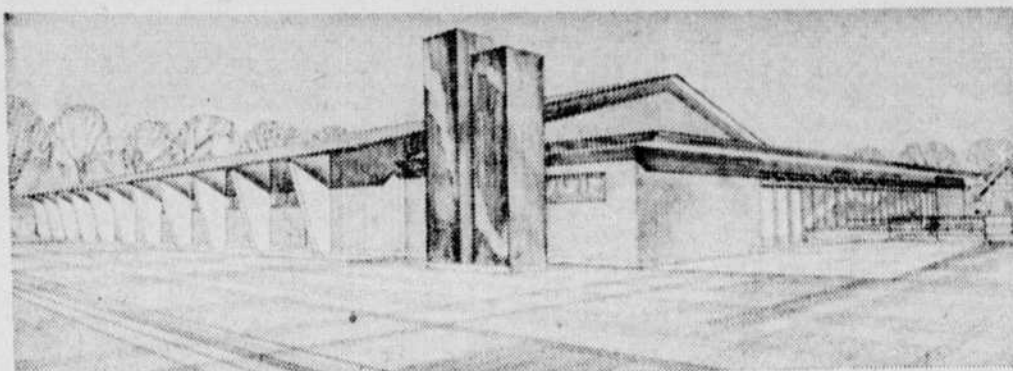
L'Alberta en avant

WINNIPEG — Grâce au 70 de Keith Alexander, l'Alberta a pris une avance de 8 coups sur le champion actuel, la Saskatchewan, hier, après 18 des 36 trous en vue de la coupe Wellington, emblème du championnat provincial par équipes.

Les quatre membres de l'équipe albertaine, en quête de leur troisième titre dans cette compétition, ont compilé un total de 296 en comparaison des 304 des représentants de la Saskatchewan.

L'Ontario et le Manitoba se partagent le troisième rang avec des 308, suivis de la Colombie-Britannique avec 309, du Québec avec 317, de la Nouvelle-Écosse avec 321, du Nouveau-Brunswick - Ile-du-Prince-Édouard avec 323, de Terre-Neuve avec 354, à sa première présence dans ce tournoi.

Le tournoi a eu lieu en même temps que les rondes de qualification en vue du championnat canadien de golf amateur sur le parcours Pine Ridge.



La Ville de Saint-Eustache construira bientôt un amphithéâtre du genre de celui dont on peut voir ici l'ensemble architectural. Le contrat a été donné à la firme Construction Renaud Ltée pour une somme de \$275.000. La bâtisse aura une longueur de 258 pi, par 115 et une capacité de quelque 900 sièges. Bâtie avec cadres rigides en acier, le contour sera en tôle ondulée émaillée blanc. La façade principale sera composée d'éléments de béton blanc pré-coulé. Il est à noter que ces deux derniers matériaux seront fabriqués dans les usines de Saint-Eustache. L'amphithéâtre sera prêt pour le 15 septembre.

PAGLIO CONGÉDIE PAR LES COLTS

Les Als tentent d'obtenir Wollenweider

Les meilleurs des majeures

LIGUE NATIONALE

	P	A	B	Cs	Moy.
Clemente, Phil.	104	417	65	143	343
Mays, S.F.	103	372	74	122	328
Aaron, Mil.	103	387	89	125	323
Rose, Phil.	111	460	88	148	321
Clemon, Phil.	113	435	68	138	317
Allen, Phil.	110	407	60	128	314
Torre, Mil.	109	352	51	108	307
J. Alou, S.F.	104	417	57	127	305
Flood, S.F.	106	410	57	123	300
Cardenas, C.R.	111	401	52	120	300

CIRCUITS

	P	A	B	Cs	Moy.
MAYS, San Francisco	30				
CALLISON, Philadelphie	26				
McCONNEY, San Francisco	26				
MATTHEWS, Milwaukee	24				
SANTO, Chicago	23				
STAROGLI, Pittsburgh	23				
AARON, Milwaukee	23				

POINTS PRODUITS

	P	A	B	Cs	Moy.
JOHNSON, Cincinnati	92				
BANKS, Chicago	82				
STAROGLI, Pittsburgh	79				
CALLISON, Philadelphie	77				
MAYS, San Francisco	71				

LANCERS

	P	A	B	Cs	Moy.
KOUFAX, Los Angeles	12-4	826			
JAY, Cincinnati	12-3	727			
NIXON, Cincinnati	12-3	727			
MALONEY, Cincinnati	12-5	722			
MARICHA, San Francisco	17-8	660			

LIGUE AMERICAINE

	P	A	B	Cs	Moy.
Yastrak, Bos.	80	298	49	96	322
Mantilla, Bos.	100	352	39	106	310
Oliva, Minn.	111	450	86	138	307
Hall, Minn.	105	381	64	117	307
Robson, Balt.	91	348	49	107	307
Whitfield, Cle.	83	292	33	89	303
Davallio, Cle.	96	352	44	106	301
Can, Balt.	102	357	59	109	301
Colavito, Cle.	108	391	67	117	299
Wagner, Cle.	102	382	69	109	285
Howard, Was.	103	389	40	105	285

CIRCUITS

	P	A	B	Cs	Moy.
COLAVITO, Cleveland	22				
HORTON, Detroit	22				
PASCHALL, Minnesota	22				
CONGLIARO, Boston	21				
WAGNER, Cleveland	20				

POINTS PRODUITS

	P	A	B	Cs	Moy.
COLAVITO, Cleveland	72				
HORTON, Detroit	72				
MANTILLA, Boston	72				
MANTILLA, Minnesota	70				
OLIVA, Minnesota	70				

LANCERS

	P	A	B	Cs	Moy.
GRANT, Minnesota	14-3	824			
PASCHALL, Minnesota	8-3	727			
TERRY, Cleveland	10-4	714			
HALL, Baltimore	9-4	692			
STOTTLEMYRE, N.Y.	13-6	684			
STOTTLEMYRE, N.Y.	13-6	684			

Inscrits au Richelieu

PREMIERE COURSE

Trot — A récl.: \$2,000-\$3,500
Bourse: \$1,100

	P	A	B	Cs	Moy.
1 Yonder	G.	Lachance	3		
2 Lotta Luck	G.	P. Caldwell	4		
3 Emien H'ver	K.	Pritchard	9-2		
4 Ruth Ann Sky	A.	Baize	6		
5 Poplar Per	F.	Baize	6		
6 The Minch	M.	Gingras	8		
7 Chealand Key	M.	Paquette	8		
8 Priory Abbey	M.	Bourette	10		

Aussi éligibles:

	P	A	B	Cs	Moy.
Twinkle Comet	C.	Paradis			
Washby Vi	G.	Filion			

DEUXIEME COURSE

Ambie — Conditions — \$1,100

	P	A	B	Cs	Moy.
3 Pandy Clay	J.	LeFebvre	3		
4 Billie Blue G.	K.	Waples	7-2		
5 Joe Symbol	K.	Wiener	8		
6 Big Chief M.M.	R.	Brayner	6		
7 Shavie Wayne	P.	L'boise	6		
8 Stormy M.	R.	Bolly	8		
1 Billy Rhythm	G.	Lachance	12		
2 Remus Abe	R.	Savignac	12		

Aussi éligibles:

	P	A	B	Cs	Moy.
Josephine Top	M.	G'gras			
Joelbank	F.	Baize	3		

TROISIEME COURSE

Ambie — Conditions — \$1,100

	P	A	B	Cs	Moy.
5 Shellbank	F.	Baize	3		
6 Kingston Pal	N.	Masé	7-2		
1 Invincible Pick	R.	Webster	4		
2 Prophecy	R.	Curn	6		
4 Elaine Creed	E.	Smith	6		
6 Honey Rainbow	R.	Sauvé	8		
7 Storm Pick	R.	Baize	8		
2 Lord Br.	C.	Poulin	12		

Aussi éligibles:

	P	A	B	Cs	Moy.
Lucky Major	Y.	D'ina			
Sweet Mollie					

QUATRIEME COURSE

Ambie — Conditions — \$1,000

	P	A	B	Cs	Moy.
2 Lezmond Queen	G.	Lach.	3		
3 Princess Volo H.	K.	Waples	9-2		
7 Golden Spark	R.	Curran	6		
1 Surge	R.	Curran	6		
8 Princess Stars	W.	Bourgon	6		
5 Miss Pecos Alice	R.	Desj.	8		
6 K. G. Direct	P.	O'Dare	8		
4 Town Byrd	A.	Hanna	10		

Aussi éligibles:

	P	A	B	Cs	Moy.
Lucky Major	Y.	D'ina			
Sweet Mollie					

CINQUIEME COURSE

Trot — Préfères — \$3,000

	P	A	B	Cs	Moy.
3 Adrien Mir	M.	Doitie	5-2		
7 Miss Speedster	R.	White	4		
6 Compitoway	B.	Doitie	9-2		
2 Empire Song	G.	Lachance	6		
4 Hi Jet	C.	St-Jacques	6		
1 Gloria Ekilton	P.	R. Alkin	8		
5 Argo Bay	C.	Poulin	10		

Aussi éligibles:

	P	A	B	Cs	Moy.
Gene D.	M.	Gingras			
L.B. Buckstone	B.	Dequise			

SEPTIEME COURSE

Ambie — Conditions — \$1,000

	P	A	B	Cs	Moy.
1 Seckpo	A.	Hanna	5-2		
5 Palacoma	P.	Robillard	4		
6 Avalon Celia	D.	MacT.	4		
2 Swamp Victor	B.	Côté	6		
8 Incorporated	P.	Grenier	6		
3 Chaldale Bryan	M.	Heroux	8		
4 Tonika Hanover	P.	L'boise	8		
7 Succes Bomb	M.	Gingras	10		

Aussi éligibles:

	P	A	B	Cs	Moy.
Miss Alma Mir	F.	Baize			

HUITIEME COURSE

Ambie — Conditions — \$1,000

	P	A	B	Cs	Moy.
3 Phantom H'ver	R.	Poulin	2		
4 Clutus H'ver	D.	MacT.	4		
5 Windy City	G.	Lachance	4		
1 Willie Wynn	J.	Vanderpool	6		
6 Kawartha Leo	K.	Waples	6		
8 Santalev	M.	Picard	8		
2 Gold Rock	B.	Côté	8		
7 Queen's Idol	M.	Gingras	10		

Aussi éligibles:

	P	A	B	Cs	Moy.
Valorous Pick	M.	Gingras			

NEUVIEME COURSE

Ambie — Préfères — \$3,000

	P	A	B	Cs	Moy.
1 Sir Winston Pick	R.	White	3		
1 Ray Mir	B.	Doitie	9-2		
4 Ted Hanover	P.	Caldwell	6		
6 Adios Mite C.	J.	Jodoin	6		
3 W. Adios	R.	Bardier	6		
8 Adios Watta	B.	Côté	8		
7 Singer	K.	Waples	8		
5 Avon Dandy	H.	Poulin	10		

Aussi éligibles:

	P	A	B	Cs	Moy.
Cavalier Pick	A.	Dequise			



LIGUE NATIONALE

Philadelphia à Houston (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

Los Angeles à Cleveland (soir)

</

Retour aux principes

(Suite de la page 4)

participants doivent se consulter, le cas échéant, afin d'étudier les mesures qui pourraient se révéler nécessaires pour assurer le respect des accords sur la cessation des hostilités au Cambodge, au Laos et au Vietnam.

Pour ménager les transitions et faciliter les contacts dans la discrétion, les Anglais et les Russes ont même envisagé un moment de proposer la convocation d'une conférence portant uniquement sur le Cambodge. Les Chinois ont aussi-tôt rejeté un tel projet et rallié à leurs vues les Cambodgiens qui réclamaient cette conférence depuis des mois et les Vietnamiens du Nord qui hésitaient. Ce qui n'implique nullement de leur part un refus systématique de négocier. Les Chinois savent fort bien qu'ils ne pourraient obliger les Vietnamiens du Nord et les guérilleros à continuer leur épuisant combat s'il était proposé à ces derniers la paix dans l'indépendance. Mais une telle paix suppose que, d'entrée de jeu, soient clairement reconnus au F.N.L. le droit de participer au règlement du conflit et à la Chine la place qui lui revient en Asie et à l'O.N.U.

En définitive, l'ouverture de la négociation pour le retour à la paix au Vietnam dépend largement des Etats-Unis.

Les Etats-Unis doivent apprendre qu'une force aussi redoutable que la leur, si elle n'est pas utilisée en conformité étroite avec les règles du droit international en vigueur (notamment la charte de l'ONU) et par conséquent sous un cer-

tain contrôle d'institutions ou de conférences représentant l'intérêt commun, peut conduire aux pires horreurs. On peut affirmer cent fois qu'on ne recourra jamais à l'arme nucléaire, rien n'assure qu'à un certain degré de l'escalade et devant une situation devenue inextricable des dirigeants, soudain pris de panique ou bien n'admettant pas que leur pays puisse perdre la face, ne se résignent à l'emploi de l'arme maudite. L'accueil glacial qu'a l'occasion des cérémonies célébrant le vingtième anniversaire de la charte des Nations unies le président des Etats-Unis a reçu le 25 juin de la part de toutes les délégations réunies à San Francisco et tout au contraire les applaudissements nourris qu'a récoltés le lendemain le représentant de l'URSS, M. Fedorenko, en dénonçant la "sale guerre" des Américains constituent en tout cas un sérieux avertissement pour les Etats-Unis. Ceux-ci désormais sont menacés du même isolement que celui qu'ils ont longtemps infligé à la Chine.

Les Américains redresseront-ils la barre avant qu'il soit trop tard? Le malaise qui se développe aux Etats-Unis, la colère qui monte dans les universités, le courage avec lequel des personnalités politiques et des journalistes multiplient les avertissements et mettent en cause la politique trop personnelle de Lyndon Johnson, la résistance que continue d'opposer ce dernier aux mesures extrêmes, constituent autant de raisons d'espérer.

A San Francisco le président Johnson a demandé aux membres de l'ONU de convaincre les Chinois et les Vietnamiens

du Nord de négocier. Vendredi il s'est déclaré prêt à laisser le Conseil de sécurité se saisir de l'affaire. La plus puissante des nations reconnaît qu'elle ne peut assurer seule la tâche de gendarme du monde. Le moment paraît venu d'entreprendre collectivement cette tâche avec la participation de tous les intéressés.

(Le Monde)

Le condominium

(Suite de la page 5)

de l'un d'eux. La possibilité d'hypothéquer l'appartement renforce considérablement le pouvoir d'emprunt du propriétaire, ce qui est un autre avantage important. Il ne faut pas non plus négliger la satisfaction morale que donne à la plupart des gens la propriété à titre personnel.

Evidemment, les droits de chaque co-propriétaire sont assujettis à certaines restrictions. Ainsi, il ne peut disposer des parties communes pour les quelles, nonobstant l'article 689 du Code civil, il est obligé de demeurer dans l'indivision. Ce la est logique. Enfin, comme dans la propriété coopérative, l'exercice de son droit de propriété est soumis à certaines restrictions contractuelles convenues dans l'intérêt de tous.

Comme cette institution est inusitée dans notre droit, elle exige naturellement certaines adaptations. Nous ne prévoyons aucune difficulté quant à l'enregistrement des titres des propriétaires d'un appartement puisé à l'heure actuelle il est courant d'enregistrer un bail. D'autre part, certaines municipalités se verront peut-être forcées de réviser leurs règlements de zonage et de préparer des cotisations individuelles pour les taxes foncières. Les institutions financières devront également adapter leurs prêts hypothécaires pour englober cette forme de propriété. Elles l'ont d'ailleurs fait dans le seul cas authentique connu de condominium, notamment à Westmount. Il semble aussi que la Loi de l'habitation devra être modifiée pour permettre à la Centrale d'hypothèque et de logement de garantir les prêts individuels aux co-propriétaires de logements en condominium. Mais aucun de ces problèmes n'est insurmontable.

Sans prétendre nous immiscer dans le domaine des sociologues et des urbanistes, il nous semble que le législateur devrait s'intéresser au plus vite au condominium car le Québec, avec son urbanisation croissante, et surtout Montréal qui est la seule ville canadienne où l'on a toujours construit en hauteur, ont depuis longtemps des centres très actifs d'habitations collectives. Le coût du terrain, les difficultés de transport de la population de banlieue, et la situation géographique de l'île de Montréal permettent de prévoir une activité croissante dans ce sens. Or, le condominium permet à l'individu de participer financièrement à cette vie urbaine autrement que dans la situation anonyme et précaire du locataire. Il lui donne accès à tous les avantages de la propriété.

Martin

(Suite de la première page)

assemblée que les nations délinquantes ne pouvaient participer aux décisions des Nations unies.

"Mais, je ne crois pas que l'on puisse raisonnablement prendre la même position", a affirmé M. Martin. "Si tel était le cas, on restreindrait les affaires et les débats de l'ONU, ce qui n'est pas souhaitable."

Selon lui, il se pourrait qu'en discutant des problèmes mondiaux, on trouve des solutions.

Autres sujets

Au cours de sa conférence de presse d'une heure, le ministre des Affaires étrangères a abordé les sujets suivants:

1 — Il espère échanger des vues le 17 août avec M. Averell Harriman, négociateur sur le désarmement des Etats-Unis, lors d'une réunion à Ogdensburg (N.Y.) marquant l'anniversaire de l'entente de 1940 survenue entre le Canada et les Etats-Unis.

2 — Selon M. Martin, les débats de l'Assemblée générale de l'ONU pourraient faire naître des occasions pour l'organisme d'intervenir au Vietnam. L'échec de M. Thant, secrétaire général de l'ONU, relativement à son intervention possible au Vietnam, a peut-être été causé par la peur que le veto soit utilisé au Conseil de sécurité.

3 — M. Martin a révélé que des efforts avaient été faits durant les 10 derniers jours pour discuter du Vietnam au Conseil de sécurité. Cette mesure comporte certains dangers mais elle pourrait amener l'opinion publique mondiale à exercer des pressions pour un règlement négocié au Vietnam.

4 — Enfin, le ministre a déclaré que la proposition des Etats-Unis visant à limiter la multiplication des armes nucléaires avait reçu l'appui du Canada, même si notre pays ne trouvait pas la proposition suffisamment complète pour couvrir tous les aspects de la question. La proposition américaine était en quelque sorte une synthèse des suggestions du Canada, de la Grande-Bretagne et du gouvernement des Etats-Unis.

Grèce

(Suite de la première page)

lieux devait comporter les chefs des principaux partis et des hommes politiques d'expérience, avec à leur tête une personnalité extra-parlementaire.

On ignore si le roi Constantin s'orientera dans cette direction.

En outre, on annonce que M. Nikita Khrushchev, neveu de l'ancien président du conseil soviétique Nikita Khrushchev mort l'année dernière, a décidé de constituer, sous sa présidence, le parti libéral fondé jadis par son grand-père Eleutherios Venizelos, qui joua un rôle éminent en Grèce au cours des trente premières années du siècle. Cette initiative pourrait conduire à un regroupement des forces du centre.

Lettres

(Suite de la première page)

hier il était évident que les Montréalais tenteraient de rattraper immédiatement le retard dans leur correspondance.

Les autorités du bureau de poste souhaitent cependant que les usagers locaux de la poste, surtout les maisons d'affaires, échelonnent leurs envois sur des périodes selon un ordre de priorité, sinon ils risquent de se faire jouer de mauvais tours par l'engorgement inévitable.

Un seul embargo: le courrier non adressé

Le maître de poste de Montréal, M. René Boileau, déclare par ailleurs que "tout est fait" pour acheminer le courrier aussi rapidement que possible. Il ne peut prédire cependant la date à laquelle la situation redeviendra normale.

M. Boileau précise que le courrier est traité selon la priorité suivante: 1) les lettres de première classe — lettres et cartes postales; 2) les journaux quotidiens; 3) les périodiques, revues et autres publications; 4) les colis; 5) les circulaires adressées individuellement; 6) les autres envois de troisième classe, échantillons, catalogues et divers imprimés.

L'embargo demeure pour les envois non adressés qui doivent être livrés à Montréal et aux localités desservies par les bureaux régionaux de Lachine, Jacques-Cartier et Laval-des-Rapides.

A Ottawa, le sous-ministre des postes, M. Wilson, estime que le retour à la normale s'accomplira plus vite que prévu.

Il précise, de son côté, que les lettres pour outremers affranchies au tarif de surface sont expédiées par avion, et cela depuis le 6 août. Il en sera ainsi jusqu'à ce que tout le courrier susceptible d'avoir été retardé par la grève soit acheminé.

De plus, tous les acheminements postaux ont repris et les mesures locales d'urgence visant les envois de deuxième classe ont fait place aux règlements ordinaires d'acceptation et de livraison.

On a autorisé des services supplémentaires de camions pour accélérer la distribution des colis, des périodiques et des journaux. Il résultera de ceci que certains périodiques ne seront pas distribués dans l'ordre de parution, mais la mesure favorisera une restauration plus rapide des services et permettra aux facteurs de se concentrer sur le courrier format lettres.

Johnson

(Suite de la première page)

Les pertes seraient toutefois peu importantes.

Les forces communistes font le siège du camp, situé à 220 milles au nord-ouest de Saigon, près de la frontière du Cambodge, depuis 66 jours. Les Vietcong le bombardent quotidiennement au moyen de mortiers et d'armes légères. Depuis le 3 juin, deux Américains et montagnards y ont été tués.

D'autres part, les opérations terrestres se sont poursuivies à un rythme plutôt lent hier et au cours de la nuit de samedi. Selon un rapport américain, les forces du gouvernement ont saisi un effectif des attaques dans les plantations de riz près de Ba Gia, à quatre milles à l'ouest de Quang Ngai, tuant 71 Vietcong et en capturant neuf. Il n'y aurait pas eu de pertes gouvernementales.

Par ailleurs, une patrouille sud-vietnamienne aurait abattu le chef vietcong du district de Chau Thanh, dans le delta du Mekong. Le cadavre du leader aurait été exposé sur la place de la ville en guise d'avertissement aux autres guerilleros.

NÉCROLOGIE



COURTOIS, FREDETTE, CHARTRETE & CIE
Comptables agréés
507 Place d'Armes
Tél.: 842-8621

DECARUFEL, DECARUFEL & L'ESPERANCE
Comptables agréés
50 ouest, Place Crémazie
Suite 1010
Tél.: 384-1890

DENIS, DESMARIS, HOULE & CIE
Comptables agréés
J.-P. Denis, B.A., B.Sc., L.S.C., C.A.
Olivier Desmaris, B.A., L.S.C., C.A.
Gérard Houle, C.A.
Duncan Monney, C.A.
57 ouest, Saint-Jacques
VI, 5-5208

DESCHAMPS & GROTHE
Comptables agréés
J.-Arthur Deschamps, C.A.
René F. Grothe, C.A.
1411 Crescent, Montréal 25
VI, 5-3248

GALARNEAU, DESMARIS, BOUDREAU, HUARD et ASSOCIES
Comptables agréés
Alme Galarneau, C.A.
Jacques Desmaris, C.A.
Gilles Boudreau, C.A.
Bernard Huard, C.A.
Louis P. Brault, C.A.
Pierre L. Lajoie, C.A.
237 e., boul. Saint-Joseph
Tél. 274-2534 Montréal 8

GAUVIN, DUCHARME, ROULEAU, PRENOVOST, DUMAIS, BRAULT & ASSOCIES
Comptables agréés
Roger Gauvin, C.A.
Roger Ducharme, C.A.
Jean-Paul Rouleau, C.A.
Gérard Prenovost, C.A.
Bernard Dumais, C.A.
Louis P. Brault, C.A.
Pierre L. Lajoie, C.A.
561 est, boulevard Crémazie
Montréal 11 Tél.: 381-8011

A l'église St-Jacques, ont eu lieu les funérailles de M. Albert Bellefontaine, décédé le 22 juillet, 1965, à l'âge de 78 ans, époux de feu Bertha Bellefontaine. Il fut le fondateur du commerce établi en 1926, sous le nom de Parfumerie Bellefontaine Limitée, à 1670 rue St-Denis, Montréal, qu'il dirigea activement jusqu'à sa mort. Il a été membre de la Chambre de Commerce de Montréal, membre du conseil d'administration de la Société St-Laurent (Legion d'honneur), directeur du Centre Commercial Inc. de Montréal, fondateur et 1er président de l'Association des Parfumeurs Licenciés au Canada, membre de Beauty and Barber Supply Institute Inc., 1er président d'Alibi Beauty Association, pour la région Est du Canada. Il laisse sa veuve, Mlle Clairenda Trudel, de St-Petersbourg, Floride, son frère et ses trois filles, de Columbia, Caroline du Sud, ses cousines de Montréal, ainsi que de nombreux neveux et nièces.

L'URSS

(Suite de la première page)

Les observateurs croient aussi que la campagne est le fruit du dilemme que pose le Vietnam au gouvernement soviétique. D'une part, Moscou est embarrassé du fait qu'il ne peut offrir d'assistance réelle à la partie communiste. De l'autre, toute assistance risque de provoquer un conflit avec les Etats-Unis dans un territoire où il ne compte aucun effectif militaire.

Les Russes espèrent sans doute qu'au moins quelques députés canadiens, pour lesquels tout tendu le tapis rouge partout où ils se sont trouvés en Union soviétique, seront quelque peu plus favorablement disposés à l'endroit de la Russie et un peu plus en état de réceptivité vis-à-vis des opinions de Moscou au sujet de la politique américaine dans le Sud-Est asiatique.

Avant le départ de Moscou de la mission canadienne l'agence de nouvelles officielle russe, Tass, a fait dire à M. Macnaughton que le Canada estimait que tous les Etats étrangers devraient se retirer du Vietnam et laisser sa population en paix.

Selon Tass, M. Macnaughton aurait fait cette déclaration au magazine de langue anglaise "New Times", bien que le magazine n'ait pas publié l'interview plusieurs jours après.

On peut s'attendre que les gouvernements russes vont interpréter les paroles de M. Macnaughton comme une invitation aux Etats-Unis à se retirer du Vietnam tout en tirant

Singapour

(Suite de la première page)

Depuis l'accession au pouvoir du parti d'action populaire, dirigé par le premier ministre Lee Kuan Yew, en 1959, les rapports entre l'Etat de Singapour, alors colonie britannique, et le gouvernement malais du tengu Abdul Rahman n'ont jamais été cordiaux. Les observateurs constatent les tensions. Cependant, après de longues négociations qui ont pu d'une fois failli aboutir à une rupture, Kuala Lumpur et Singapour étaient parvenues à un accord pour former la fédération réalisée le 16 septembre 1963. Mais les relations demeurent difficiles.

La période d'ajustement qui a suivi a été marquée par de nombreux différends, portant aussi bien sur les quotas d'exportation de textiles vers la Grande-Bretagne que sur le contrôle exercé par le gouvernement central sur la radio et la télévision de Singapour. Cependant, la situation ne s'est véritablement tendue qu'au moment où le premier ministre de Singapour a accusé les éléments extrémistes de vouloir imposer la prédominance des Malais sur l'ensemble de la Malaisie, mettant en avant le slogan "Malaysia malaysienne".

De son côté, le gouvernement central accusait M. Yew de nourrir des ambitions personnelles. Le premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew, a déjà laissé entendre qu'il pourrait faire la paix avec l'Indonésie, sans pour autant devenir l'ennemi de Kuala Lumpur.

sonnelles, et certains extrémistes du "parti de l'alliance" au pouvoir demandaient l'arrestation du "traître" Yew. Il n'en reste pas moins que la scission a produit l'effet d'une bombe.

Aucune négociation n'est envisagée pour rapprocher les deux frères ennemis: Singapour et Kuala Lumpur. La seule question que l'on se pose maintenant est de savoir si le départ de Singapour doit aboutir à l'effacement complet de la fédération. Si cela se produit, la Malaisie connaîtra le sort de bien d'autres fédérations mises sur pied par la Grande-Bretagne et le président Sukarno aura atteint son but qui était d'écarter la Malaisie.

Singapour prétend que la décision de quitter la fédération lui a été imposée. De son côté, Kuala Lumpur affirme que la rupture devait se produire parce que la fédération ne pouvait pas abriter en son sein un gouvernement dont les sympathies vont à gauche.

On note à ce propos qu'une des premières décisions de l'Etat de Singapour, indépendamment de l'annonce d'un lien avec la succursale de la Banque de Chine à Singapour sera autorisée à poursuivre ses activités. Cette décision, qui annule l'interdit dont Kuala Lumpur avait frappé cette même succursale, est motivée par le fait que Singapour a besoin de commercer avec la Chine populaire.

De même, le premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew, a déjà laissé entendre qu'il pourrait faire la paix avec l'Indonésie, sans pour autant devenir l'ennemi de Kuala Lumpur.

COMPTABLES AGRÉÉS

MEMBRES DE L'INSTITUT DES COMPTABLES AGRÉÉS DE QUÉBEC THE INSTITUTE OF CHARTERED ACCOUNTANTS OF QUÉBEC

— établi en 1880 — C.D. Mellor, C.A., Directeur Administratif Edifice des Comptables Agréés, 630 ouest, rue LaGauchetière — Tél.: 861-1891

ARCHAMBAULT, MARCHAND, BOIVIN, ARBOUR, LAFLEUR & CIE
Comptables agréés
159 e., rue Craig, 861-1491

ARMAND, FILLION & ASSOCIES
Comptables agréés
3785 ouest, Jean-Talon
RE, 1-7601
Ville Mont-Royal

AUDET, POUPART & CIE
Comptables agréés
R. Audet, B.A., L.S.C., Com. C.A.
G. Poupart, B.A., B.Sc., Com. C.A.
1073 St-Denis, Montréal 10
272-8751

BASTIEN, BARRIÈRE & ASSOCIES
Comptables agréés
F.J. Bastien, C.A., B. Barrière, C.A.
G. Boudreau, C.A., B. Pellerin, C.A.
Yvon Javal, B.Sc., Com. C.A.
620 ouest, boul. Dorchester
Montréal 866-5886

LORENZO BELANGER & ASSOCIES
Comptables agréés
Nineteen Eighty, Sherbrooke West
Building
WE, 7-4238

CAMILLE BENOIT & ASSOCIES
Comptables agréés
Camille Benoit, C.A.
Claude Drouin, C.A.
Jean Claude Gagnon, C.A.
Yves Desrosiers, C.A.
50 Place Crémazie, Suite 419
381-5621

PAUL E. BONNIER
Comptable agréé
360, St-Jacques, Montréal 1
842-4691

CLARKSON, GORDON & CIE
Comptables agréés
R.V. Barnett, C.A., H.E. Bell, C.A.
M. Camirand, C.A., H.M. Caron, C.A.
D.J. Fillion, C.A., J. Gauthier, C.A.
J.R. Glick, C.A., A.W. Gilmore, C.A.
G. Girard, C.A., J.P. Graveline, C.A.
G.P. Groulx, C.A., M. MacKenzie, C.A.
J.D. Morrison, C.A., R. Normandeau, C.A.
D.C. Scott, C.A.
Associés-résidents
Montréal — Québec
Toronto, Halifax, Kitchener, London, Windsor, Winnipeg, Regina, Calgary, Edmonton, Vancouver

COURTOIS, FREDETTE, CHARTRETE & CIE
Comptables agréés
507 Place d'Armes
Tél.: 842-8621

DECARUFEL, DECARUFEL & L'ESPERANCE
Comptables agréés
50 ouest, Place Crémazie
Suite 1010
Tél.: 384-1890

DENIS, DESMARIS, HOULE & CIE
Comptables agréés
J.-P. Denis, B.A., B.Sc., L.S.C., C.A.
Olivier Desmaris, B.A., L.S.C., C.A.
Gérard Houle, C.A.
Duncan Monney, C.A.
57 ouest, Saint-Jacques
VI, 5-5208

DESCHAMPS & GROTHE
Comptables agréés
J.-Arthur Deschamps, C.A.
René F. Grothe, C.A.
1411 Crescent, Montréal 25
VI, 5-3248

GALARNEAU, DESMARIS, BOUDREAU, HUARD et ASSOCIES
Comptables agréés
Alme Galarneau, C.A.
Jacques Desmaris, C.A.
Gilles Boudreau, C.A.
Bernard Huard, C.A.
Louis P. Brault, C.A.
Pierre L. Lajoie, C.A.
237 e., boul. Saint-Joseph
Tél. 274-2534 Montréal 8

GAUVIN, DUCHARME, ROULEAU, PRENOVOST, DUMAIS, BRAULT & ASSOCIES
Comptables agréés
Roger Gauvin, C.A.
Roger Ducharme, C.A.
Jean-Paul Rouleau, C.A.
Gérard Prenovost, C.A.
Bernard Dumais, C.A.
Louis P. Brault, C.A.
Pierre L. Lajoie, C.A.
561 est, boulevard Crémazie
Montréal 11 Tél.: 381-8011

GERARD LEBLANC
Comptables agréés
Bernard F. Leblanc, S.C., C.A.
435 est, rue Laurier
MONTRÉAL
276-2638

LEMIRE, ROULEAU & CIE
Comptables agréés
R. Lemire, C.A., R.M. Rouleau, C.A.
33 ouest, St-Jacques, ch. 505
Tél.: 844-3475

MAHEU, NOËL & CIE
Comptables agréés
J.E. Maheu, C.A., A. Noël, C.A.
R. Maheu, C.A., B. Robert, C.A.
A.R. Pagnoul, C.A., M. Turbide, C.A.
G. Amodeo, C.A., L. Landry, C.A.
L. Jarry, C.A., R. Tremblay, C.A.
M. LeFevre, C.A., Y. Lapointe, C.A.
A. Harel, C.A., C. Hebert, C.A.
G. Normandeau, C.A., A. Gaudette, C.A.
507 Place d'Armes
Montréal Tél.: 842-6651

MALLETTE, COTE, NORMANDIN & CIE
Comptables agréés
René de Cotret, Ostiguy, Hebert, St-Arnaud, Gosselin, Verrier, Beauchemin & Cie
Y. Normandin, C.A., J.R. de Cotret, C.A.
P.E. Mallette, C.A., J. Ostiguy, C.A.
A. Côté, C.A., C. Hebert, C.A.
G. Normandin, C.A., P. de Cotret, C.A.
A. Roussel, C.A., St-Arnaud, C.A.
J. Levesque, C.A., G. Gosselin, C.A.
A. Masse, C.A., R. Verrier, C.A.
G. Lefebvre, C.A., L. Beauchemin, C.A.
1440 ouest, rue St-Catherine
Montréal 866-2891

McDONALD, CURRIE & CIE
Comptables agréés
630 ouest, boul. Dorchester
787-5140
Montréal, Québec, Halifax, Toronto, Saint John, Ottawa, Rimouski, Sherbrooke, Winnipeg, Kitchener, London, Windsor, Vancouver, Edmonton, Calgary, Vancouver

GILLES MENARD
Comptable agréé
3310, avenue Maplewood
Appartement 9
Montréal, Qué. RE, 7-9725

MERCIER, ROY & CIE
Comptables agréés
Gaston Mercier, C.A.
Robert Roy, C.A.
3165 est, St-Catherine
Montréal 4 — 526-0828

MESSIER, JACQUES, GAUTHIER, SAINT-DENIS & CIE
Comptables agréés
Robert Messier, C.A.
Jacques Gauthier, C.A.
Saint-Denis, C.A.
Jacques Martin, C.A.
Associés (bénévoles)
360 O., St-Jacques, local 1225
842 9131

VIAU & ASSOCIES
Comptables agréés
C.A. Desrosiers, C.A.
Fernand Réault, C.A.
210 e., Crémazie DU, 8-9251

VIAU & ROBIN
Comptables agréés
L.D. Viau, C.A., L. Robin, C.A.
Jacques R. Chabot, C.A.
Bernard Viau, C.A.
4926 Ave. Verdun, Verdun
PO, 9-3871

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARE & CIE
Comptables agréés
J. Raymond, C.A., G. Chabot, C.A.
G. Martin, C.A., J. Pare, C.A.
J. Brissette, C.A., P. Pagnoul, C.A.
L.P. Rondeau, C.A., I. Girard, C.A.
J.P. Roy, C.A., R. Blouin, C.A.
C. St-Denis, C.A., P.Y. Laporte, C.A.
R. Gagnon, C.A., S. Sautier, C.A.
J.P. Pilon, C.A.
360 ouest, Saint-Jacques
VI, 4-2017

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARE & CIE
Comptables agréés
J. Raymond, C.A., G. Chabot, C.A.
G. Martin, C.A., J. Pare, C.A.
J. Brissette, C.A., P. Pagnoul, C.A.
L.P. Rondeau, C.A., I. Girard, C.A.
J.P. Roy, C.A., R. Blouin, C.A.
C. St-Denis, C.A., P.Y. Laporte, C.A.
R. Gagnon, C.A., S. Sautier, C.A.
J.P. Pilon, C.A.
360 ouest, Saint-Jacques
VI, 4-2017

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARE & CIE
Comptables agréés
J. Raymond, C.A., G. Chabot, C.A.
G. Martin, C.A., J. Pare, C.A.
J. Brissette, C.A., P. Pagnoul, C.A.
L.P. Rondeau, C.A., I. Girard, C.A.
J.P. Roy, C.A., R. Blouin, C.A.
C. St-Denis, C.A., P.Y. Laporte, C.A.
R. Gagnon, C.A., S. Sautier, C.A.
J.P. Pilon, C.A.
360 ouest, Saint-Jacques
VI, 4-2017



Une savoureuse expérience

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.



REAS CANDELLA General Cigar Company — réputée pour ses fins cigares.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

Il est enrobé d'une feuille de havane "Candella" qui lui confère une agréable douceur. Les fins havanes qui le composent lui procurent une saveur incomparable. Goûtez cette rare combinaison de douceur et de saveur.

INTERNATIONAUX HORIZONS INTERNATIONAUX HORIZONS INTER

L'OEA soumet ses recommandations pour un règlement de la crise à St-Domingue

WASHINGTON — L'Organisation des États américains a lancé hier un appel urgent au peuple dominicain lui demandant d'appuyer une série de propositions destinées à résoudre la crise qui dure depuis plus de trois mois déjà.

Ces propositions ont été rédigées par la Commission de médiation de l'OEA qui se compose des ambassadeurs Ellsworth Barker des États-Unis, Ilmar Penua Marinho du Brésil et Ramon de Clairmont Duenas du Salvador. Elle sont été publiées simultanément à Saint-Domingue et au siège de l'OEA à Washington après avoir été examinées par la "dixième réunion consultative ministérielle" qui s'était réunie à huis clos dans la matinée de lundi, à cet effet.

Les propositions portent sur : 1) La reconnaissance par le peuple dominicain d'un gouvernement provisoire qui doit être constitué incessamment par le Dr Hector Garcia Godoy, personnalité dominicaine sans affiliation politique.

2) L'acceptation d'un "acte institutionnel" rédigé en coopération avec d'éminents juristes dominicains et qui servira de base juridique au gouvernement provisoire.

3) L'adoption d'un "acte de réconciliation dominicaine".

Ce dernier document précise les modalités de retour à une situation normale en république dominicaine et prévoit les mesures suivantes par le gouvernement provisoire :

a) Proclamation d'une amnistie générale et mise en liberté de tous les prisonniers politiques;

b) La réunification de la ville de Saint-Domingue commencera aussitôt après l'installation du gouvernement provisoire. La zone actuellement sous le contrôle du "gouvernement constitutionnel" du colonel Caamaño sera absorbée par la zone de sécurité. Cette zone sera maintenue pendant une période de 30 jours pour garantir la sécurité de sa population. Le maintien de l'ordre dans cette zone de sécurité sera la responsabilité du président provisoire qui pourra faire appel à l'aide de la force inter-américaine de paix.

c) Le gouvernement provisoire établira des centres pour la collection des armes en possession de la population civile. Le gouvernement provisoire prendra les mesures nécessaires pour récupérer les armes qui n'ont pas été remises volontairement.

d) Les forces armées retourneront à leurs casernes et se placeront elles-mêmes sous les ordres du président provisoire. Tous les membres des forces armées qui ont participé au conflit du côté "constitutionnaliste" pourront rejoindre leurs unités régulières sans discrimination ou risque de représailles.

e) Les fonctions de la force inter-américaine de paix et les modalités de son retrait feront l'objet de négociations entre le gouvernement provisoire et la "dixième réunion consultative ministérielle" de l'OEA.

Dans leur appel, les trois membres de la commission ad hoc insistent sur la nécessité impérieuse d'un assainissement de l'économie dominicaine en tant que base du bon fonctionnement du nouveau gouvernement. "En ce moment, l'économie est au bord de la faillite. Durant les trois derniers mois, l'OEA a apporté des contributions substantielles pour éviter un effondrement total... Ce programme d'urgence maintenant pris fin, les fonds étant utilisés. Il est nécessaire qu'un gouvernement soit établi qui pourra être reconnu internationalement afin que la république dominicaine puisse recevoir l'aide économique nécessaire à sa récupération", soulignent les membres de la commission ad hoc.

Les manifestations contre la guerre au Vietnam ont repris hier à Washington où plusieurs centaines de jeunes gens ont tenté de s'installer sur les marches du Capitole pour y donner lecture d'une "Déclaration de paix" qu'ils venaient d'adopter. La manifestation, comme celles des journées précédentes, était organisée par un nouveau groupement appelé "l'Assemblée des non-représentés", composé en majeure partie de jeunes gens de gauche.

Des échauffourées se sont produites en début d'après-midi autour du Capitole — siège du Congrès américain — lorsque des contre-manifestants ont aspergé les "non représentés" de peinture rouge aux cris de "sales communistes". La police a procédé à quelques arrestations de part et d'autre.

Les manifestants, au nombre de 500 environ, portaient les mêmes banderoles et placards pacifistes qu'ils avaient brandis samedi et dimanche devant la Maison Blanche et autour du monument Washington.

Ils s'étaient rassemblés à nouveau lundi matin au monument Washington — un obélisque dominant un vaste parc au centre de la ville administrative — pour adopter une "déclaration de paix avec le peuple du Vietnam". C'est ce texte qu'ils voulaient proclamer du haut des marches du Capitole à l'autre extrémité du "mall". La police montée escortait la manifestation avec vigilance pendant sa marche mais n'eut pas à intervenir avant l'arrivée au Congrès.

Les premiers désordres se produisirent aux abords immédiats du Capitole lorsque des jeunes gens sortirent des

rangements de spectateurs et lancèrent de la peinture rouge sur Dave Dellinger, directeur du journal pacifiste *Liberation* et sur Staughton Lynd, professeur assistant d'histoire à l'université de Yale, qui menaient la manifestation.

Un déploiement exceptionnel de police avait été mis en place autour du Capitole pour empêcher les manifestants d'accéder à l'escalier monumental et plusieurs emploignades sans gravité eurent lieu entre manifestants et forces de l'ordre.

Le nombre des arrestations opérées n'est pas encore connu.

Nouvelles manifestations contre la politique américaine au Vietnam

WASHINGTON. — Les manifestations contre la guerre au Vietnam ont repris hier à Washington où plusieurs centaines de jeunes gens ont tenté de s'installer sur les marches du Capitole pour y donner lecture d'une "Déclaration de paix" qu'ils venaient d'adopter. La manifestation, comme celles des journées précédentes, était organisée par un nouveau groupement appelé "l'Assemblée des non-représentés", composé en majeure partie de jeunes gens de gauche.

Des échauffourées se sont produites en début d'après-midi autour du Capitole — siège du Congrès américain — lorsque des contre-manifestants ont aspergé les "non représentés" de peinture rouge aux cris de "sales communistes". La police a procédé à quelques arrestations de part et d'autre.

Les manifestants, au nombre de 500 environ, portaient les mêmes banderoles et placards pacifistes qu'ils avaient brandis samedi et dimanche devant la Maison Blanche et autour du monument Washington.

Ils s'étaient rassemblés à nouveau lundi matin au monument Washington — un obélisque dominant un vaste parc au centre de la ville administrative — pour adopter une "déclaration de paix avec le peuple du Vietnam". C'est ce texte qu'ils voulaient proclamer du haut des marches du Capitole à l'autre extrémité du "mall". La police montée escortait la manifestation avec vigilance pendant sa marche mais n'eut pas à intervenir avant l'arrivée au Congrès.

Les premiers désordres se produisirent aux abords immédiats du Capitole lorsque des jeunes gens sortirent des

Les Etats-Unis suivent avec intérêt l'expérience brésilienne de Branco

RIO DE JANEIRO — Les Etats-Unis attendent de l'expérience brésilienne menée avec succès, depuis 1964, par le gouvernement du maréchal Castelo Branco qu'elle serve d'exemple au reste du continent afin d'orienter l'Amérique latine sur la voie d'un développement ordonné, a déclaré en substance, hier, au cours d'une conférence de presse, le sénateur William Fulbright, président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, qui dirige, avec le sous-secrétaire d'Etat Thomas Mann, une mission d'étude au Brésil.

M. Fulbright a notamment constaté que le Brésil avait fait bon usage de l'aide que les Etats-Unis lui ont apportée par

l'intermédiaire de l'alliance pour le progrès et il a estimé que les investissements privés américains au Brésil s'accroissent substantiellement lorsque la révolution de 1964 aura assuré sa stabilité en passant avec succès l'épreuve des élections.

M. Fulbright a d'autre part déclaré que l'intervention des Etats-Unis à Saint-Domingue

Elections à Madagascar

TANANARIVE — Victoire totale du parti social démocrate (gouvernemental) dans les provinces, succès du parti d'opposition (parti du congrès de l'indépendance) à Tananarive, forte participation du corps électoral dans l'ensemble du pays (85 p.c.). Telles sont les caractéristiques principales des élections législatives qui se sont déroulées dimanche à Madagascar et dont plus de la moitié des résultats sont maintenant connus. D'après les résultats, il semble qu'on puisse attribuer d'ores et déjà 104 sièges au P.S.D. et trois à l'A.K.F.M. sur l'ensemble des six provinces — dans les villes comme dans les campagnes — le parti majoritaire enlève jusqu'à présent, en effet, plus de 90 p.c. des voix.

Quant au Sud-Est asiatique, on s'attend que le président Sukarno, qui vient d'obtenir indirectement une victoire facile dans sa politique visant à "écraser la Malaisie", redoublera ses efforts militaires afin de liquider ce qui reste de la Fédération. Sur le plan militaire, la Grande-Bretagne est toujours capable, si elle le veut, de contenir la "confrontation" indonésienne; elle dispose à Singapour et à Bornéo de troupes d'élite dont le nombre dépasse 50.000 hommes. Mais sur le plan politique et diplomatique, la Fédération de Malaisie, créée de toutes pièces par la Grande-Bretagne, a subi un coup qui pourrait lui être fatal.

que ne soit amenée à suspendre la constitution et à prendre contre les activités terroristes croissantes des mesures de répression qu'elle voudrait éviter et dont le résultat serait de retarder davantage une solution politique. Certains pensent à ce propos que le seul moyen de sortir de ce problème est d'entamer sans délai des conversations directes avec le Caire, qui semble devenir le seul "interlocuteur valable" dans une situation confuse.

Quant au Sud-Est asiatique, on s'attend que le président Sukarno, qui vient d'obtenir indirectement une victoire facile dans sa politique visant à "écraser la Malaisie", redoublera ses efforts militaires afin de liquider ce qui reste de la Fédération. Sur le plan militaire, la Grande-Bretagne est toujours capable, si elle le veut, de contenir la "confrontation" indonésienne; elle dispose à Singapour et à Bornéo de troupes d'élite dont le nombre dépasse 50.000 hommes. Mais sur le plan politique et diplomatique, la Fédération de Malaisie, créée de toutes pièces par la Grande-Bretagne, a subi un coup qui pourrait lui être fatal.

En ce qui concerne Aden, on craint que la Grande-Breta-

Malraux: L'Inde un pays où...

LA NOUVELLE DELHI. — M. André Malraux, ministre d'Etat français chargé des affaires culturelles, a rendu, hier soir, hommage à l'Inde, "pays où les hommes croient ce qu'ils disent et disent ce qu'ils croient".

A un dîner offert par M. Mohammed Chagla, ministre indien de l'éducation, M. Malraux a rappelé l'influence de Gandhi sur la pensée et la vie indiennes, et a exalté le rôle international de l'Inde en déclarant que si les Nations unies étaient ce qu'elles sont, c'est parce que l'Inde y a fait sentir sa présence.

S'adressant au ministre français qui revient de Chine dont "il admire l'art et la culture", M. Chagla avait auparavant rappelé que pendant des siècles il y avait eu un courant d'échanges entre la Chine et l'Inde. "C'est la première fois, dans notre histoire, a-t-il dit, que nous en sommes arrivés avec la Chine ou nous en sommes. Nous avons toujours été partisans de la paix et de l'amitié, et je suis sûr, que M. Malraux comprend qu'il faut une base à l'amitié, et que cette base ne peut être que le respect mutuel de la dignité et de l'intégrité de chacun".

La Grande-Bretagne devra réexaminer sa politique de défense "à l'est de Suez"

LONDRES. — La Grande-Bretagne vient de subir, coup sur coup, deux revers qui risquent d'avoir de graves conséquences pour sa politique de défense "à l'est de Suez" et pour la création d'un système défensif coordonné dans l'Océan Indien et en Asie du Sud-Est, estime-t-on à Londres. La rupture des négociations préliminaires sur l'indépendance de la Fédération de l'Arabie du Sud pourrait rallumer le foyer de tension dans la colonie et le protectorat d'Aden et mettre en danger la base d'Aden, "plaque tournante" du dispositif britannique de défense du golfe Persique et des pays d'Afrique orientale et centrale.

D'autre part, si l'avenir de l'importante base navale de Singapour semble pour le moment assuré, la sécurité de ses installations suscitera des problèmes difficiles. On peut craindre à ce sujet, à la fois, une recrudescence des activités subversives des éléments chinois et pro-communistes et un accroissement des opérations de sabotage lancées à partir des îles indonésiennes voisines.

En ce qui concerne Aden, on craint que la Grande-Breta-

Johnson: luttons contre la maladie, l'ignorance et la pauvreté dans le monde

WASHINGTON — Le président Johnson a déclaré la guerre lundi à l'ennemi "le plus méprisable de tous: la guerre elle-même" en réitérant la détermination des Etats-Unis de lutter contre les anciens fléaux de l'humanité qui sont la maladie, l'ignorance et la pauvreté.

Le chef de l'exécutif a fait ces déclarations en signant le texte de la loi votée par le Congrès qui ouvre un crédit de \$280 millions réparti sur trois ans à la recherche médicale effectuée sous les auspices des "Instituts nationaux de la santé" américains.

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, M. Johnson a également annoncé la démission du Dr Luther Terry, médecin-chef des services de santé américains, et auteur du célèbre rapport l'an dernier sur l'incidence du cancer chez les fumeurs de cigarettes.

Le chef de l'exécutif a déclaré qu'il fouillerait les Etats-Unis de fond en comble pour trouver le médecin doté de "l'imagination la plus fertile" pour succéder au Dr Terry qui a accepté la vice-présidence de l'université de Pennsylvanie.

Soulignant que "nous disposons de ressources plus considérables que n'importe quel pays dans l'histoire de l'humanité", M. Johnson a défini en ces termes les objectifs de la recherche médicale américaine au cours de la prochaine décennie: l'élimination complète de la maladie du choléra, de la malaria, de la rougeole et du rhumatisme articulaire aigu; la prévention de la plupart, sinon de la totalité des formes de cancer; la guérison totale d'au moins deux cas sur trois de leucémie, et la réduction d'au moins 20 pour cent dans l'incidence des crises cardiaques et des attaques cérébrales.

"D'une façon générale, a poursuivi M. Johnson, nous

avons été rendus indispensables par l'absence d'une tradition démocratique dans ce pays ainsi que par l'inexistence d'un système d'intervention collectif. A ce dernier propos il a préconisé la création d'une force de paix interaméricaine permanente qui "assurera aux petits pays d'Amérique latine l'appui de la collectivité inter-américaine en cas d'agression inspirée de l'extérieur".

Le président Johnson a déclaré la guerre lundi à l'ennemi "le plus méprisable de tous: la guerre elle-même" en réitérant la détermination des Etats-Unis de lutter contre les anciens fléaux de l'humanité qui sont la maladie, l'ignorance et la pauvreté.

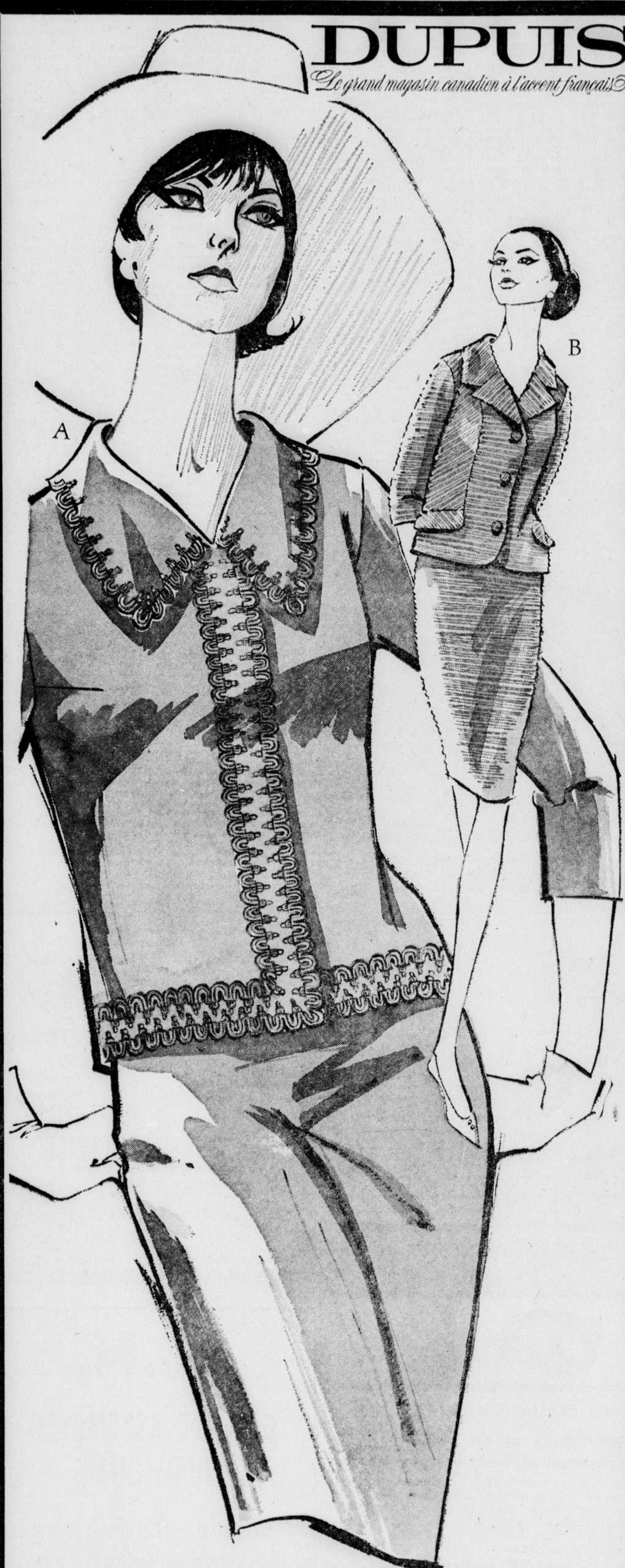
Le chef de l'exécutif a fait ces déclarations en signant le texte de la loi votée par le Congrès qui ouvre un crédit de \$280 millions réparti sur trois ans à la recherche médicale effectuée sous les auspices des "Instituts nationaux de la santé" américains.

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, M. Johnson a également annoncé la démission du Dr Luther Terry, médecin-chef des services de santé américains, et auteur du célèbre rapport l'an dernier sur l'incidence du cancer chez les fumeurs de cigarettes.

Le chef de l'exécutif a déclaré qu'il fouillerait les Etats-Unis de fond en comble pour trouver le médecin doté de "l'imagination la plus fertile" pour succéder au Dr Terry qui a accepté la vice-présidence de l'université de Pennsylvanie.

Soulignant que "nous disposons de ressources plus considérables que n'importe quel pays dans l'histoire de l'humanité", M. Johnson a défini en ces termes les objectifs de la recherche médicale américaine au cours de la prochaine décennie: l'élimination complète de la maladie du choléra, de la malaria, de la rougeole et du rhumatisme articulaire aigu; la prévention de la plupart, sinon de la totalité des formes de cancer; la guérison totale d'au moins deux cas sur trois de leucémie, et la réduction d'au moins 20 pour cent dans l'incidence des crises cardiaques et des attaques cérébrales.

"D'une façon générale, a poursuivi M. Johnson, nous



MODES DEMI-TAILLES EN EVIDENCE

Au Petit Salon Dupuis celles qui habillent "demi-tailles" on encore tailles dites "spécialisées" et qui ont toujours, plus que les autres femmes, une certaine difficulté à choisir leurs robes, ensembles ou tailleurs, seront tout simplement ravies de pouvoir y trouver ces charmants deux-pièces en tricot "CHAVACETE" signé Duet Dress. Modèle A) avec manches 3/4 et jupe droite, garniture de large soutache, 14 1/2 à 24 1/2. • Noir • bourgogne • bleu pétrole. 50.00

B) L'intérêt est donné au gilet de coupe sortant de l'ordinaire, 14 1/2 à 24 1/2. • noir • vert jade • bleu pétrole. 50.00

DUPUIS — DEUXIEME, PETIT SALON, RAYON 521



Dupuis vous invite à assister à la soirée canadienne et populaire organisée par la Récréation du Service des Parcs près de la Guinguette, au carré Dominion, ce soir, 10 août, 1965 de 8 h. 15 p.m. à 10 h. 30 p.m. pour personnes de 18 ans et plus.